

## TROIS IMPORTANTS PROJETS LANCÉS SUR FONDS PROPRES **SONATRACH** MET LE CAP SUR LA PÉTROCHIMIE



Le groupe Sonatrach intensifie ses investissements dans le domaine de la pétrochimie et raffinage. Dans son plan de développement, le groupe public pétro-gazier consacre 20% de son budget global à la pétrochimie. En effet, au moins trois projets sont en cours de réalisation, dont l'entrée en production est prévue entre 2025 et début 2027. Des projets qui devraient contribuer à la réduction de la facture d'importation de certains produits et intrants essentiels pour les industries de transformation, avoisinant actuellement les 10 milliards de dollars.

Lire en page 3

Distribution de plus de 251.000 logements à l'échelle nationale  
**LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DONNE LE COUP D'ENVOI DE L'OPÉRATION**



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné, hier, mercredi, à la nouvelle ville de Sidi Abdellah (Alger), le coup d'envoi de l'opération de distribution de 251.890 unités de logements, toutes formules confondues, à travers le territoire national. Le coup d'envoi a été donné par l'inauguration de la Cité Othmane-Belouizdad, qui compte 13.300 logements, en présence des deux fils du Moudjahid symbole. S'étendant sur une superficie de 107 hectares, ce pôle urbain comprend 343 bâtiments de 9 étages et des structures intégrées.

Lire en page 2

**62<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE**

Tassili Airlines lance des réductions jusqu'à 62% sur les vols internationaux P2

**LE VICE-PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE (BM) RÉGION MENA**

L'Algérie un « modèle de réussite » reconnu P4

**MONDE**

**CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU**  
Bendjama : « l'entité sioniste continue à utiliser la famine comme arme de guerre à Ghaza » P10



## Réunion du gouvernement Examen d'exposés relatifs à plusieurs secteurs



**L**e gouvernement, réuni hier, mercredi, sous la présidence du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a examiné plusieurs exposés relatifs à l'économie de la connaissance et les Start-up, la modernisation des systèmes de paiement électronique, l'accueil des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger au cours de la saison estivale ainsi qu'à l'organisation du service de contrôle sanitaire aux frontières, selon un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 03 juillet 2024, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de l'avant-projet de loi relative à l'économie de la connaissance et les Start-up, qui vise à fixer les principes de base et les règles relatives à ce secteur, au développement de l'écosystème national de l'innovation et l'amélioration des mécanismes d'accompagnement des Start-up et des entreprises innovantes, ainsi que l'encouragement de la re-

cherche et le développement, et la promotion des cadres de coopération entre les différents intervenants, notamment les centres de recherche, les universités et les entreprises économiques.

Et outre le suivi de la mise en œuvre des projets de développement, le Gouvernement a entendu une communication sur la mise en œuvre de la feuille de route relative à la modernisation et au développement des systèmes de paiement électronique, en exécution des instructions de Monsieur le président de la République données lors de la réunion du Conseil des ministres, relatives à la modernisation des systèmes de paiement électronique, et qui portent sur un certain nombre de mesures pratiques visant à assurer la coordination entre les différents secteurs et les institutions concernées par l'encouragement et l'amélioration de l'utilisation du paiement électronique et la facilitation des opérations financières et commerciales.

D'autre part, et dans le cadre du suivi de l'exécution des instructions de

Monsieur le président de la République, le Gouvernement a entendu une communication relative à l'accueil des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger au niveau des différents postes frontaliers au cours de la saison estivale, qui a permis de passer en revue les différentes mesures prises à cet effet au niveau des postes frontaliers terrestres, aériens et maritimes, ce qui s'ajoute aux facilitations déjà décidées par Monsieur le président de la République au profit des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger lors de l'entrée sur le territoire national.

Enfin, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement du Service de contrôle sanitaire aux frontières, qui vise à mettre en place un système efficace de contrôle et d'alerte précoce au niveau des points d'entrée au territoire national, et ce, dans le but de renforcer les mesures de prévention contre la propagation des maladies et des épidémies".

## Distribution de plus de 251.000 logements à l'échelle nationale

### Le président Tebboune donne le coup d'envoi de l'opération

**L**e président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné, hier, mercredi, à la nouvelle ville de Sidi Abdellah (Alger), le coup d'envoi de l'opération de distribution de 251.890 unités de logements, toutes formules confondues, à travers le territoire national.

Le coup d'envoi a été donné par l'inauguration de la Cité Othmane-Belouizdad, qui compte 13.300 logements, en présence des deux fils du Moudjahid symbole.

S'étendant sur une superficie de 107 hectares, ce pôle urbain comprend 343 bâtiments de 9 étages et des structures intégrées.

Dans son exposé sur le programme de distribution des logements prévu à l'occasion de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse, le ministre de l'Habitat, de

l'Urbanisme et de la Ville, M. Mohamed Tarek Belaribi, a fait savoir que le programme comprenait 67.370 unités de logements de type location-vente, 46.308 unités de type public locatif, 94.305 aides à l'habitat rural, 27.185 aides à l'auto-construction dans les lotissements sociaux, 14.146 logements promotionnels aidés (LPA) et 2.576 logements promotionnels libres (LPL).

Le président de la République a procédé à l'inauguration de ce pôle urbain en présence du Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, M. Mohamed Tarek Belaribi et du wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabei.

## 62e anniversaire de l'indépendance Tassili Airlines lance des réductions allant jusqu'à 62% sur les vols internationaux

**A** l'occasion de la célébration du 62e anniversaire de l'indépendance, la compagnie aérienne Tassili Airlines a lancé des réductions exceptionnelles allant jusqu'à 62% sur les vols internationaux, a annoncé la compagnie, hier, mercredi, dans un communiqué, précisant que l'offre sera valable du 5 juillet au 7 septembre 2024.

Tassili Airlines a précisé que cette offre permettait de bénéficier de réductions sur les billets d'avion vers toutes les destinations internationales, avec, à titre d'exemple, un aller simple de l'Algérie vers la France à partir de 13.600 DA seulement et un aller simple de la France vers l'Algérie à 94 euros.

L'offre concerne également les billets en première classe, dont le prix est à partir de 49.000 DA seulement pour un aller simple de l'Algérie vers la France et de 438 euros de la France vers l'Algérie, ajoute le communiqué.

A noter que la compagnie Tassili Airlines (filiale du groupe Sonatrach à 100%), est spécialisée dans le transport des professionnels du secteur pétrolier et parapétrolier depuis sa création en 1998 et dans le transport régulier domestique et international depuis mars 2013.

## Sonatrach L'ENTP reçoit le prix européen «Best Quality Leadership Awards 2024»

**L'**Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), filiale à 100% du Groupe Sonatrach, a obtenu le prix "Best Quality Leadership Awards 2024" dans sa catégorie "Gold", décerné par l'European Society for Quality Research (ESQR) basée en Suisse, a indiqué mardi un communiqué du groupe.

La distinction a été remise le 30 juin dernier au PDG de l'ENTP, Abdelghafour Ghellab, lors d'une cérémonie organisée au Théâtre de l'Hôtel Le Plaza à Bruxelles, rehaussée par la présence de l'ambassadeur de l'Algérie en Belgique, Mohamed Al Amine Bencherif, qui a tenu à soutenir durant tout l'événement la délégation de l'ENTP, a précisé la même source. Ce prix est dédié à la promotion de la culture de la qualité et la reconnaissance des meilleures pratiques, de l'excellence, du leadership, de l'innovation technologique et des réalisations en matière de qualité des organisations à l'échelle mondiale, a fait savoir le communiqué.

Le prix "Best Quality Leadership" a été décerné, dans sa version 2024, à 56 entreprises, organisations et institutions des 41 pays retenus sur une sélection faite sur 144 pays à travers le monde, a ajouté la compagnie nationale des hydrocarbures, tout en soulignant que "l'ENTP est l'unique entreprise algérienne ayant reçu cette distinction et également la seule entreprise du secteur pétrolier concernée par cette distinction en 2024".

Lors de la conférence ayant précédé cette cérémonie, M. Ghellab a prononcé un discours "devant un public prestigieux, dans lequel il a mis en exergue l'engagement de tous les collaborateurs de l'ENTP en matière de qualité et a salué le soutien de l'entreprise mère Sonatrach pour l'amélioration continue et la promotion de la qualité dans tous les segments d'activité", a-t-on encore indiqué de même source.

## Trois importants projets lancés sur fonds propres

# Sonatrach met le cap sur la pétrochimie

*Le groupe Sonatrach intensifie ses investissements dans le domaine de la pétrochimie et raffinage. Dans son plan de développement, le groupe public pétro-gazier consacre 20% de son budget global à la pétrochimie. En effet, au moins trois projets sont en cours de réalisation, dont l'entrée en production est prévue entre 2025 et début 2027. Des projets qui devraient contribuer à la réduction de la facture d'importation de certains produits et intrants essentiels pour les industries de transformation, avoisinant actuellement les 10 milliards de dollars.*



Par Akrem R.

Indiquant que la pétrochimie est un axe stratégique pour Sonatrach, le Vice-Président de l'activité raffinage et pétrochimie de la compagnie nationale, Slimane Slimani, a annoncé qu'une unité pour la production est en phase de construction du MTBE (Méthyl tert-Butyl Ether) à Arzew, pour la valorisation des matières premières méthanol et butane avec une production attendue de 200 KTA du MTBE utilisé comme additif pour la fabrication de l'essence sans plomb. Elle sera remise en service en juin 2025, annonce-t-il. Deux autres projets importants sont également en cours de réalisation. Il s'agit de la réalisation d'une unité de production de méthanol d'une capacité de 100 000 tonnes en plus d'autres types de résines. Selon le même responsable qui s'exprimait sur les ondes de la radio « Chaîne III », Sonatrach s'est lancée aussi dans la réalisation d'une autre unité pour la production de STEP (Production de polymères PDH-PP) d'Arzew visant la valorisation de la matière première propane en vue de produire le polypropylène, actuellement importé, avec une capacité de produc-

tion de 50 000 tonnes de PDH et qui entrera en exploitation courant du 1er semestre 2027. Un autre projet de production de 100 000 tonnes de LAB (Linéaire Alkyl Benzène), qui valorisera le Kérosène et le benzène est évoqué. Le LAB représente la principale matière première pour la production des détergents. « 100 000 tonnes de LAB seront produites par cette unité destinée à la fabrication de détergents, qu'actuellement, nous importons de l'étranger, à raison de près de 40 000 tonnes à 1600 dollars/ T. Donc, ce projet LAB va nous permettre de répondre aux besoins du marché local et même de se lancer dans l'export », précise-t-il, en soulignant que ces projets sont réalisés sur fonds propres de Sonatrach. Un autre projet en partenariat avec une société turque pour la production du PDH-PP est à réaliser, dont la décision finale de l'investissement sera prise d'ici fin 2024.

### Raffinerie de Hassi Messaoud en service en 2027

Concernant le raffinage, le Vice-Président de l'activité raffinage et pétrochimie à Sonatrach a annoncé que le projet de la réalisation de la

raffinerie de Hassi-Messaoud est toujours en cours, dont la mise en production est prévue en 2027, expliquant, au passage, que ce projet a connu du retard, suite à la crise de la Covid-19. En effet, cette raffinerie apportera des quantités additionnelles de 2,7 millions de tonnes en gasoil et 1,7 million de tonnes en essence, en plus d'une production de 500 000 tonnes de bitume. En effet, la production nationale en carburant sera renforcée par cette nouvelle raffinerie, dont le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait donné des instructions fermes pour sa relance.

D'ailleurs, et après avoir garanti une autosuffisance en matière d'essence et gasoil, l'Algérie pourrait se lancer dans l'exportation dès 2027. Un excédent de production de près d'un million de tonnes sera orienté vers les marchés internationaux. « Effectivement le plan d'investissement de Sonatrach dans la pétrochimie et raffinage prévoit la réalisation d'une unité de Reforming à Arzew. Une quantité additionnelle de 1,2 million de tonnes en essence sera produite. Ceci mettra le pays dans une situation confortable, d'autant que la

consommation locale est stabilisée aux alentours de 3,5 millions de tonnes/ an durant ces trois dernières années. Donc, avec l'ajout de ce Reforming à Arzew, en plus de la raffinerie d'Hassi Messaoud, on va recouvrer notre statut de pays exportateur de carburant », détaille-t-il.

### Nécessité de rationaliser la consommation en local

Questionné sur la capacité de l'Algérie de répondre aux besoins de la demande locale en forte croissance notamment avec le lancement de grands projets structurants, à l'image de celui de Gara Djebilet à Tindouf, l'intervenant s'est montré rassurant, indiquant que Sonatrach prend en considération les différents paramètres dans son plan d'investissement. Néanmoins, il a estimé qu'il est nécessaire de rationaliser la consommation des carburants. Pour lui, des actions de rationalisation doivent être mises en place pour freiner cette consommation. « Nous n'avons pas de levier pour agir sur la demande. Les produits sont subventionnés pour le bien-être de la population, nous attendons à ce que des actions soient prises

afin d'agir sur la consommation », souligne-t-il. En termes clairs, il faut revoir la tarification des carburants en Algérie qui est parmi les plus bas dans le monde. Slimane Slimani a en outre rappelé qu'aucune goutte de carburant n'a été importée depuis mars 2020. La production nationale couvre actuellement les besoins du marché local en matière de gasoil avec 10 millions de tonnes et près de 4 millions de tonnes d'essence, dont la consommation est de 3,5 millions/T. Beaucoup de consommateurs, signale-t-il, se sont orientés vers le Gplc. La consommation nationale de ce carburant est passée de 250 000 tonnes à 1,7 million de tonnes en 10 ans. C'est ce qui explique d'ailleurs la stagnation de la consommation d'essence au niveau de 3,5 millions/T.

### 3,5 milliards de dollars pour la réhabilitation des trois raffineries

S'agissant du programme de réhabilitation des raffineries, il est toujours en cours, alors que dans sa partie concernant les raffineries du Nord du pays, il a déjà permis une augmentation conséquente des produits de raffinage du pétrole brut.

Le vice-président de l'activité raffinage et pétrochimie au groupe Sonatrach, a indiqué que cela s'est traduit par la mise sur le marché de quantités additionnelles passant de 27 millions de tonnes à 30 millions de tonnes entre 2018 et 2023, tous produits confondus. Il a précisé que « notre activité vise à répondre, en priorité, aux besoins du marché national sans négliger les engagements de Sonatrach à l'export ». Dans le détail, l'invité de la Radio a expliqué que « la production d'essence est passée de 2,2 millions de tonnes à 3,7 millions de tonnes, et d'une production de gasoil de 7,8 millions de tonnes à 10,3 millions de tonnes avec satisfaction totale des besoins du marché national en carburant, y compris en kérosène, et ce, depuis 2020 ». Il est très important de souligner que ce programme d'adaptation et de réhabilitation de ces trois raffineries, d'un coût global de 3,5 milliards de dollars, a permis de renforcer la sécurité en termes de sécurité industrielle et surtout de s'adapter aux exigences de l'environnement.

A. R.

# Le vice-président de la Banque mondiale (BM) région Mena L'Algérie un «modèle de réussite» reconnu

Le vice-président de la Banque mondiale (BM) en charge de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA), Osmane Dione, a félicité l'Algérie pour ses performances économiques qui lui ont permis un meilleur reclassement par la Banque, les qualifiant de "modèle de réussite" reconnu à l'international, a indiqué un communiqué du ministère des Finances.

Par Nadia B.

**D**ione s'exprimait lors d'une audience avec le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a précisé la même source, ajoutant que "cette rencontre a constitué une occasion pour échanger sur les visions des deux parties en matière de développement économique, dans un contexte mondial caractérisé par des crises multiformes".

Dans ce contexte, le vice-président de la BM a félicité l'Algérie pour "les performances enregistrées et reconnues par la communauté internationale de développement" et qui ont permis récemment un meilleur reclassement de la position de l'Algérie, en les qualifiant "comme modèle de réussite qui mérite d'être partagé avec les autres pays en Afrique et dans la région MENA".

M. Dione a souligné à l'occasion "le potentiel dont dispose l'Algérie en tant qu'acteur important dans la région MENA grâce à sa stabilité géopolitique, sa dynamique économique, sa ressource humaine et sa jeunesse, sa position géographique, sa connectivité régionale, son potentiel en tant que hub logistique et son accès aux marchés européens, africains et arabes", selon le communiqué.

S'agissant des relations de coopération liant l'Algérie à la BM, il a fait part de sa "ferme volonté de donner un nouveau souffle à cette relation et de prendre acte des besoins exprimés par M. Faïd en faveur d'une collaboration renforcée, notamment dans les domaines du partage des connaissances, du renforcement des capacités, et du soutien technique".

Il a exprimé, aussi, la disponibilité de son institution à élargir et approfondir ce partenariat avec l'Algérie, en mettant à profit son large éventail d'instruments d'appuis techniques et de conseils, tout en s'alignant sur les priorités nationales.

Sur un autre plan, M. Dione a présenté un point de situation sur l'état d'avancement du processus engagé par la BM visant à assurer son évolution et son adaptation aux défis contemporains.

Dans ce sens, il a partagé avec le ministre des Finances sa vision et son plan d'action pour appuyer les pays de la région MENA à l'effet de faire face aux défis auxquels ils sont



confrontés, a mentionné le communiqué.

De son côté, M. Faïd a présenté au responsable de la BM "la trajectoire empruntée par l'Algérie pour un développement durable et inclusif, guidée par des objectifs réalistes inscrits dans le Plan d'action du Gouvernement et découlant

des 54 engagements présidentiels". Cette trajectoire, a-t-il poursuivi, a mené l'Algérie à engager un programme ambitieux de réformes structurelles dans des domaines clés, et à revoir certains textes fondamentaux de son arsenal juridique régissant l'environnement des affaires.

"Notre pays continue d'accorder une attention particulière au renforcement de la gouvernance économique, à la lutte contre la corruption et à la moralisation de la vie publique, en tant que pré-requis garantissant la réussite de toute réforme et en vue de consolider les fondations d'une croissance

économique solide et équitable", a-t-il soutenu.

Le ministre a invité le vice-président de la BM à focaliser l'intervention de son institution en Algérie sur les actions de renforcement des capacités et du transfert de savoir au profit des cadres institutionnels algériens.

Dans le sillage des défis mondiaux qui menacent la poursuite des efforts de développement, M. Faïd n'a pas omis de mettre l'accent sur le phénomène du changement climatique, lequel, a-t-il relevé, est devenu "une donnée structurelle que conjoncturelle, à intégrer désormais dans les politiques publiques", rappelant à ce titre les "efforts colossaux" déployés par l'Algérie à l'effet d'atténuer les conséquences de ce phénomène.

Durant sa visite en Algérie, M. Dione aura à rencontrer d'autres membres du gouvernement, ainsi que des représentants d'institutions nationales, selon le communiqué.

Ces réunions ont pour objectif de "lui fournir une compréhension approfondie des besoins de développement de l'Algérie et des défis auxquels le pays est confronté, ce qui va permettre d'entrevoir des pistes de coopération future", souligne la même source.

N. B./agence

## Recherche scientifique

### Le Président de la République évoque les grands progrès de l'Algérie

**L**e président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie a réalisé de grands progrès dans le domaine de la recherche scientifique, saluant les efforts consentis par l'Armée nationale populaire (ANP), notamment en ce qui concerne la recherche de nouveaux outils scientifiques.

Dans son allocution reprise d'un documentaire intitulé "Des élites dignes de poursuivre la marche", diffusé, mardi soir, sur la Télévision algérienne, et produit par la Direction de la communication, de l'information et de l'orientation de l'Etat-major de l'ANP, le président de la République a salué "les efforts consentis par l'ANP, notamment en ce qui concerne la recherche de nouveaux outils scientifiques à même de conférer à l'Algérie une plus grande immunité".

Le président de la République a rappelé, à ce propos, avoir déjà insisté sur l'importance de la recherche scientifique lors de l'inauguration de l'Ecole nationale supé-

rieure de l'intelligence artificielle, estimant que les actions "accomplies par l'ANP dans tous les domaines, en particulier celui de la recherche scientifique, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont permis à l'Algérie de faire des pas de géant en la matière".

Le film documentaire est revenu sur la cérémonie de sortie de promotions présidée par le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'Académie militaire de Cherchell (AMC) "défunt Président Houari Boumediène", à savoir la 55e promotion de formation fondamentale, la 17e promotion de formation militaire commune de base et la 8e promotion d'officiers du cycle Master, sorties de cette prestigieuse citadelle de formation des cadres militaires, s'armant des différentes sciences, s'imprégnant des valeurs nationales et républicaines et conscients de tous les contextes et

mutations marquant le monde d'aujourd'hui.

Le film documentaire a recueilli les impressions des premiers lauréats honorés et de leurs proches, à travers lesquelles ils ont affirmé la détermination de l'élite militaire à accomplir pleinement ses missions, et exprimé leur attachement au serment de fidélité et être les porte-étendards des aïeux, en vue de défendre l'Algérie et de protéger sa souveraineté nationale.

Le documentaire a, en outre, abordé la visite effectuée par le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP, à l'Académie militaire de Cherchell (AMC), la veille de la cérémonie annuelle de sortie des promotions, où il a présidé une rencontre d'orientation, lors de laquelle il a souligné l'importance que revêt le système de formation à l'ANP, en tenant compte du niveau d'instruction scientifique et cognitive, ainsi que des épreuves pratiques de l'officier diplômé.

F. D./agence

# Le Débat présidentiel : Trump versus Biden

## Le décryptage vis-à-vis de la guerre en Ukraine



Par Oleg Nesterenko (\*)

### Trump - le surfeur sur la vague de fatigue de l'Occident

En ce qui concerne le temps accordé à la problématique de la guerre en Ukraine - il est tout à fait révélateur de la courbe descendante en défaveur de Kiev et ceci est toujours sans aucun rapport avec Donald Trump.

Dans le débat présidentiel de ce 27 juin qui a duré 1h30 précisément, la question ukrainienne n'a pris que 8 minutes et 5 secondes en tout. C'est-à-dire, moins de 9% du temps de la discussion.

Initialement, une seule question sur la guerre en Ukraine était prévue par les modérateurs de l'événement diffusé par la chaîne de télévision CNN – chaîne-clé de la propagande du parti démocrate américain. Chacun des candidats était censé apporter sa réponse en 120 secondes respectivement. Soit, seulement 4 minutes sur une heure et demie de confrontation des candidats ont été accordées à la question qui est, pourtant, de très loin le sujet numéro un depuis plus de 2 ans sur la scène politique internationale.

Seules les petites attaques répétées tout au long du débat par Trump sur Biden ont fait doubler ce temps. À chaque fois, les retours au problème ukrainien n'ont eu lieu qu'à l'initiative de Donald Trump. Soit, le camp des démocrates américains avec Joe Biden en



tête de gondole, ce camp qui est directement coupable de l'existence du conflit armé sur le territoire de l'Europe et qui a mis le monde au bord de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale - n'a pas considéré que le sujet méritait une réponse qui dépasse les 120 secondes.

Trump. Des répliques qui se sont limitées à la répétition des slogans habituels sur le danger imminent de l'invasion de l'Univers par Moscou, en commençant par la Pologne, si Poutine n'était pas arrêté sur le sol ukrainien.

Bien que le monde se situe au

armes nucléaires, le temps accordé au conflit en Ukraine durant ce premier débat présidentiel américain est bien plus évoquant et révélateur que les paroles, quelles qu'elles soient, de Trump et de Biden sur le sujet : ce n'est nullement le sujet qui intéresse les Américains en premier lieu. Le camp occidental dirigé par les Etats-Unis est fatigué de l'Ukraine et veut de moins en moins en attendre parler. Les espoirs d'écraser la Russie en deux temps trois mouvements sont passés dans le néant et les électeurs occidentaux devant leurs postes de télé souhaitent passer à autre chose.

### La préparation de l'inhumation du régime ukrainien

Comme je l'ai déjà soulevé dans mon analyse « La guerre en Ukraine : la genèse », cela fait un an et demi, bien avant le début de la fameuse offensive ukrainienne qui devait renverser et faire fuir les troupes russes, « au moment venu, quand le

pouvoir américain considérera que le « retour sur investissement » dans la guerre en Ukraine est suffisant ou bien quand il fera le constat que la probabilité à atteindre le seuil de satisfaction est trop faible – il abandonnera le régime de Kiev. Abandonnera de la même manière que le régime afghan de Ghani a été abandonné et les kurdes en Irak et en Syrie ont été abandonnés après avoir accompli, partiellement, les missions qui leurs ont été attribuées par l'Amérique, contre la promesse de la création d'un état kurde. La promesse qui n'engageait que ceux qui l'écoutaient ».

Ce moment est en train d'arriver. L'Ukraine, qui n'a été utilisée qu'en tant qu'outil périssable de l'affaiblissement de la puissance russe, dont pas la seule, mais l'une des principales missions était la destruction des relations économiques entre la Russie et le premier concurrent commercial sur les marchés mondiaux des Etats-Unis d'Amérique qui n'est personne d'autre que l'Union Européenne - cette Ukraine a accompli sa tâche et il est temps pour les Américains de clore le projet.

Ainsi, les réelles négociations de paix qui auront lieu, ne seront nullement celles entre Moscou et Kiev, mais celles invisibles entre Moscou et Washington - peu importe si le futur locataire de la maison Blanche sera Donald Trump, Joe Biden ou un autre. Ces négociations mettront en place les nouvelles fondations de l'architecture de la sécurité globale entre la Russie et les Etats-Unis. Les fondations lesquelles, entre autres effets majeurs, inhumèrent le régime actuellement au pouvoir à Kiev.

O. N.

(\*) Président du CCIE  
(www.c-cie.eu)

(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

En ce qui concerne les paroles de Joe Biden - nul intérêt à détailler les répliques de ce dernier sur les piqures de

plus proche que jamais du déclenchement de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale et du réel danger de l'utilisation des

Pour vos reportages photos & vidéo  
Vos films d'entreprise et spots publicitaires

Adressez-vous à Salya.com  
salyacomdz@gmail.com

www.salya-dz.com

Tel: 0661.23.86.86

Salya.com  
COMMUNICATION ÉDITION & PUBLICITÉ

## Bouira

# 500 millions de DA pour la réhabilitation du réseau d'AEP de la ville

Une enveloppe de 500 millions de DA a été mobilisée pour le lancement prochainement d'une vaste opération de réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) de la ville de Bouira afin d'améliorer la qualité du service, a-t-on appris mardi auprès des services de l'Algérienne des eaux (ADE).

«Un montant de 500 millions de DA sera destiné à lancer des travaux de réhabilitation d'un réseau d'AEP d'une longueur de 30,6 km dans la ville de Bouira pour améliorer la qualité du service au profit des citoyens et habitants du chef-lieu de la wilaya», a expliqué le directeur de l'ADE de Bouira, Hakim Lacen.

"Cette opération, qui sera lancée le plus tôt possible, nous permettra de rénover le réseau et surtout de gagner un débit de 5.000 M3 d'eau pour renforcer l'alimentation en cette ressource vitale dans la ville de Bouira", a précisé M. Lacen.

Ce projet a été confié à l'Entreprise publique de mise en valeur et d'aménagement rural (EMIVAR), qui devra démarrer le chantier dès l'achèvement des procédures administratives, a expliqué le même responsable. "En 2023, une enveloppe estimée à 400 millions de DA a été consa-



crée à une opération similaire visant à rénover 95 km de réseau d'AEP à travers quelques com-

munes comme Bechloul et Kadiria et dont les travaux sont toujours en cours", a-t-il fait savoir.

Toujours dans le cadre des efforts du secteur visant à améliorer la qualité du service, d'autres

opérations seront lancées bientôt par la direction des ressources en eau (DRE) pour réparer des fuites enregistrées dans les communes de Sour El Ghouzlane, El Hachimia, Ain Bessam et à Lakhdaria (Ouest de Bouira), rappelle-t-on.

Pour renforcer l'alimentation en eau potable dans la partie Est de la wilaya, les services du secteur comptent lancer prochainement des travaux de réhabilitation de plusieurs sources naturelles situées sur le massif du Djurdjura dont notamment "Lainssar averkane" (la source noire) située sur les hauteurs de Saharidj (Est), ainsi que la source de "Tanagout" à Haizer.

Ces sources qui ont un important débit peuvent renforcer l'alimentation en eau dans la région de l'Est de la wilaya, a expliqué pour sa part la directrice des ressources en eau (DRE). "La source noire, ou Lainsser Averkane offre un débit de 1.200 Litres par seconde en hiver et 200 L/S en été", selon les détails fournis par Amina Bougoufa.

## M'sila

## Lancement du fonçage de 4 forages à Boussaâda pour renforcer l'alimentation en eau potable

Les travaux de réalisation, d'équipement et de raccordement au réseau d'électricité de quatre forages ont été lancés mardi à Boussaâda, wilaya de M'sila, en vue de renforcer l'approvisionnement en eau potable (AEP) de la population pour un montant de plus de 90 millions DA. Dans une déclaration à l'APS en marge du lancement de ces travaux, le wali délégué de Boussaâda, Riadh Benahmed, a précisé que deux de ces forages de 250 mètres linéaires de profondeur seront réalisés dans la région de Maadher Regba pour 20,9 millions DA et 20,8 millions DA, un troisième de 300 mètres de profondeur dans la région d'El Madher pour 24,39 millions DA et le quatrième de 300 mètres de profondeur sera réalisé à Mitar pour 23,99 millions DA. Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts des autorités locales pour renforcer le réseau de distribution d'eau potable particulièrement à Boussaâda qui a connu des perturbations dans la distribution au cours des dernières semaines, selon la même source. Dans le même contexte, le chef de daïra de Boussaâda, Karim Amedjkoukh a indiqué que les services de daïra ont pris des mesures pour améliorer l'approvisionnement en eau potable et œuvrent en coordination avec l'Algérienne des eaux pour réhabiliter et approfondir plusieurs puits artésiens dont le niveau d'eau a baissé avant de les remettre en service et augmenter les quantités d'eau pompées.

## Ouled Djellal

## Mise en service de 19 nouveaux transformateurs électriques

Au total, 19 nouveaux transformateurs électriques ont été récemment mis en service dans la wilaya d'Ouled Djellal pour renforcer le réseau de distribution durant l'été, a-t-on indiqué, mardi, à la direction de distribution de l'électricité et du gaz. Selon un communiqué publié par cette structure, ces transformateurs ont été réalisés dans le cadre du "programme d'urgence pour l'année 2024, dans l'optique d'améliorer le service public par le renforcement du réseau électrique". Les nouveaux transformateurs électriques sont répartis entre les différentes communes de la wilaya, dont 11 à Ouled Djellal, Sidi Khaled, Besbas et Ras El Miaâd, to-

talisant une longueur d'environ 6 km de lignes de basse et de moyenne tension, indique le communiqué qui ajoute que 8 autres transformateurs ont été réalisés dans la commune de Doucen, dotés d'un réseau long de quelque 1,5 km. Selon le même document, la réalisation de ces transformateurs électriques avec un réseau basse et moyenne tension de plus de 7,5 km, a nécessité un investissement public de l'ordre de 160 millions de dinars.

Le processus de renforcement du réseau électrique se poursuit et donnera lieu à la réalisation de plusieurs autres transformateurs, précise encore le même communiqué qui fait également état d'opérations de

maintenance des différents équipements électriques. "Les services de la société de distribution de l'électricité et du gaz d'Ouled Djellal travaillent d'arrache-pied pour améliorer le service public, assurer la continuité et la qualité de l'alimentation électrique, mettre un terme aux coupures intempestives, surtout durant les fortes chaleurs de l'été, et permettre aux usagers de passer un été confortable", selon le même document qui met en exergue le fait que "tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour renforcer les équipes de permanence et assurer l'approvisionnement dans les meilleures conditions".

## El-Tarf

## Raccordement de 96 foyers au réseau d'électricité à la commune de Ben M'hidi

Pas moins de 96 foyers du village Mezdoor dans la commune de Ben M'hidi (wilaya d'El-Tarf) ont été raccordés mardi au réseau d'électricité. L'opération qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du 62e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse (5juillet) a permis l'approvisionnement de ce village de près de 1.000 habitants classé zone d'ombre pour un coût global de 300 millions DA soit 5 millions DA pour chaque foyer,

a précisé, Abdelkader Madani, directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, dans ses explications données sur site au wali, Mohamed Meziane. L'acheminement de l'électricité à ce village a requis la pose d'un réseau de 5,2 km de lignes électriques et l'installation de deux transformateurs électriques ce qui traduit les efforts consentis par l'Etat dans ce domaine, selon le même cadre. Le wali a exhorté les responsables locaux du secteur de l'énergie à tenir

compte de l'expansion future de ce village qui connaît actuellement la réalisation d'un grand nombre d'habitations dans le cadre du logement rural. Le wali a également présidé la pose de la première pierre d'un projet de 100 logements promotionnels aidés (LPA) dans la commune du Lac des oiseaux avec un délai de réalisation de 36 mois et a inauguré l'école coranique Sidi Mohamed Belkbir au village Kebouda dans la commune de Ben M'hidi.

# Les cadeaux aux riches d'Attal et de Bardella

## Le choc fiscal dont on ne parle pas

**Cette campagne législative au pas de course s'est concentrée sur les questions économiques et fiscales, souvent pour insister sur la prétendue « insoutenabilité financière » du programme du Nouveau Front Populaire. Ce sont pourtant le RN et Ensemble qui multiplient les promesses de cadeaux fiscaux dans leurs programmes respectifs, sans expliquer comment ils seraient financés. Loin d'aider les « classes moyennes » comme ils le prétendent, ces réductions d'impôts bénéficieront principalement aux 10 % les plus aisés, au détriment de la majorité des Français.**

**Par Boris Bouzol-Broitman**  
 Cette campagne législative aurait pu donner lieu à une confrontation intéressante de visions économiques opposées. Mais avant même la publication du programme du Nouveau Front Populaire (NFP), Bruno Le Maire et Jordan Bardella ont préféré jouer avec les peurs. L'actuel ministre de l'économie a par exemple déclaré que la victoire du Nouveau Front Populaire impliquerait la mise sous tutelle de la France par le FMI. La critique provenant d'un ministre de l'économie ayant accumulé 1 000 milliards d'euros de dette supplémentaire en 7 ans pourrait apparaître ironique. Alors pour appuyer son propos outrancier, il n'a pas hésité à publier un chiffre faussé, indiquant par exemple que la réforme de la Contribution Sociale Généralisée (CSG) coûterait 39 milliards d'euros. Gabriel Attal indique quant à lui que les retraités gagnant 1.200 euros par mois payeront davantage de CSG avec cette réforme. Pour appuyer son propos, il publie même un simulateur truqué, comme révélé par le journal Le Monde.

*Est-ce vraiment la priorité d'aider les 10% de jeunes ayant déjà des situations d'emploi stables, un salaire confortable ou étant à la tête d'une entreprise déjà rentable ?*

Les fake news des deux ministres ne concordent pas – ou alors il faudrait imaginer que la réforme soit à la fois coûteuse pour les finances publiques et fasse payer davantage d'impôt à une large majorité de Français. La vérité est toute autre : le NFP propose une baisse de l'impôt sur le revenu et de la CSG pour 92 % des Français, financée par une hausse pour les plus riches, ce qui rend la réforme budgétairement neutre. Mais tout est bon pour embrouiller le débat et détourner l'attention de leur propre bilan, alors qu'ils ont justement augmenté la CSG sur les petits retraités ou encore prolongé la Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS), qui représente un prélèvement de près de 10 euros par mois pour un salarié au SMIC.

L'argument du « sérieux économique » vise en outre à faire croire qu'aucune autre politique ne serait possible comme le rappelle le journaliste de Mediapart Romaric Godin : « Aucune trans-

formation majeure ne s'est souciee d'une norme de finance, précisément parce que ces normes sont construites pour empêcher la possibilité d'une quelconque transformation sociale. Respecter le cadre financier, c'est respecter d'abord la hiérarchie sociale existante. [...] Ce critère de « réalisme » lié à des « chiffres » est proprement douteux. Ils reposent ainsi sur des hypothèses incertaines et toujours contestables, à la hausse comme à la baisse. Il est, à cet égard, amusant de voir les économistes doctes venir donner des leçons définitives sur ces programmes alors que leurs propres prévisions sont régulièrement défailtantes et en décalage constant avec la réalité. »

Il est par exemple piquant de noter que le journal Les Echos s'est permis de dénoncer le programme soi-disant in finançable du NFP, tout en publiant le jour suivant un article prodiguant des conseils à ses lecteurs pour échapper aux futurs impôts proposés par cette même coalition. S'affoler d'une hausse des déficits tout en prodiguant des conseils pour baisser les recettes de l'Etat est tout de même cocasse. Le programme du NFP est en réalité le seul entièrement chiffré et financé. Il est d'ailleurs soutenu par plus de 300 économistes renommés internationalement, dont la Prix Nobel Esther Duflo. A l'inverse, le RN et Ensemble proposent de nombreuses baisses d'impôts, sans aucun chiffrage ni piste de financement. Mais les éditorialistes peuvent dormir tranquille : ce sont bien aux plus riches du pays que s'adressent ces cadeaux fiscaux.

### LES CANDIDATS DU POUVOIR D'ACHAT... DES PLUS RICHES !

Commençons par décrypter les mesures proposées par le RN à destination des jeunes. La suppression pure et simple de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans est sans doute la plus emblématique.

Elle ne changera pourtant rien à la situation de la majorité des jeunes qui perçoivent des revenus trop faibles pour être assujettis à cet impôt. Cela représentera en revanche un cadeau de 1,3 milliard d'euros aux 10% des jeunes les plus riches.

Dans la même veine, Jordan Bardella souhaite exonérer d'impôt sur les sociétés les patrons de moins de 30 ans. Mais en réalité, une infime minorité de jeunes entreprises payent l'impôt sur les sociétés puisque la plupart ne sont pas encore rentables ou bénéficient déjà de régimes fiscaux favorables. Cette mesure bénéficiera donc uniquement aux

quelques jeunes patrons dont les entreprises sont particulièrement florissantes. Elle risque par ailleurs de créer des possibilités de fraude fiscale, des parents pouvant par exemple enregistrer leur entreprise au nom de leurs enfants. Ce cadeau leur permettra d'augmenter leurs marges nettes et donc leurs dividendes... qui ne seront eux-mêmes pas taxés pour les patrons de moins de 30 ans.

*Ce que souhaite en réalité le RN apparaît alors clairement : détricoter petit à petit l'impôt sur le revenu, l'un des seuls impôts progressif de notre système fiscal.*

La boucle est bouclée.

Gabriel Attal a eu des mots très durs contre ces mesures mais en reprend pourtant l'esprit en proposant la suppression des droits de mutation à titre onéreux (les « frais de notaire ») jusqu'à 250.000 euros pour les jeunes accédant à la propriété.

Cette baisse d'impôt ne bénéficiera pas aux « jeunes de classes moyennes et populaires » comme il le prétend.

Pour qu'un jeune puisse accéder à la propriété, il faut en effet que la banque lui accorde un prêt, ce qu'elle fera généralement pour des jeunes disposant déjà d'un patrimoine, d'une situation d'emploi stable et d'un revenu confortable supérieur à 3.800 euros par mois comme l'a montré un journaliste de France info. Par ailleurs, la mesure inquiète fortement les collectivités locales, en particulier les départements, qui récupèrent la grande majorité des recettes de cet impôt pour financer des besoins locaux.

Sans même aller jusqu'à dénoncer les cas les plus caricaturaux de jeunes traders se voyant offrir des baisses d'impôts spectaculaires ou du dernier fils de Bernard Arnault exonéré d'impôt sur les sociétés, il faut se demander : est-ce vraiment la priorité d'aider les 10% de jeunes ayant déjà des situations d'emploi stables, un salaire confortable ou étant à la tête d'une entreprise déjà rentable ? Est-ce bien raisonnable d'avoir baissé les aides personnalisées au logement (APL) pour les jeunes locataires comme l'a fait le Gouvernement pour ensuite utiliser cet argent pour baisser la fiscalité des jeunes propriétaires ?

Mais les baisses d'impôts sur le revenu ne s'adressent pas qu'aux jeunes pour le RN, qui propose également d'instituer une part fiscale complète dès le deuxième enfant, au nom de la relance de la

natalité. Là encore, la majorité des familles qui ne payent déjà pas l'impôt sur le revenu n'en bénéficieront pas.

Et plus la famille sera aisée, plus le cadeau sera élevé. Le RN veut même supprimer l'impôt sur le revenu des médecins retraités reprenant du service. Cette mesure a de quoi étonner : s'il est évident qu'il faut trouver une solution au problème des déserts médicaux, l'outil fiscal ne paraît pas le plus adapté. Mais ce que souhaite en réalité le RN apparaît alors clairement : détricoter petit à petit l'impôt sur le revenu, l'un des seuls impôts progressif de notre système fiscal. Lorsqu'il dirigeait le Front National, Jean-Marie Le Pen proposait sa suppression pure et simple. Jordan Bardella s'inscrit dans cette lignée, avec comme à son habitude, un enrobage plus présentable. Il convient par ailleurs de noter que le RN poursuit la même logique qu'Emmanuel Macron, qui avait lui-même déjà affaibli l'impôt sur le revenu au moment des gilets jaunes, alors même qu'il s'agissait d'une réponse complètement inadaptée à leur demande de justice fiscale.

En outre, Jordan Bardella maintient la « flat tax » mise en place par Emmanuel Macron et dont la conséquence est qu'en France, les revenus du travail sont bien davantage taxés que les revenus du capital. Alors même que depuis 2017, le salaire horaire réel dans le secteur marchand a baissé de 4,8% tandis que les dividendes augmentaient de 85%. Et que cette politique de baisse de la fiscalité du capital n'a eu aucun effet bénéfique pour l'économie, de l'aveu même du comité d'évaluation de France Stratégie mis en place à la demande du président de la République.

Jordan Bardella promet également de supprimer l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), qui a remplacé l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Ici, le RN ne cache même pas le public visé, décrit dans le nom même du prélèvement : cet impôt est actuellement payé par les propriétaires d'une résidence principale valant plus de 1,9 million d'euros... Rappelons ici que 50% des ménages français ont un patrimoine net quinze fois moins important que ce seuil.

C'est donc un cadeau de 2 milliards d'euros pour les 0,4% les plus riches que nous propose l'autoproclamé « candidat du pouvoir d'achat ». Les 500 plus grosses fortunes de France sont passées d'un total de 454 à 1.170 milliards d'euros depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Mais la priorité de Jordan Bardella est donc de leur venir en aide.

Pour se différencier sur le papier de Gabriel Attal, il propose par ailleurs de rétablir un impôt sur la fortune financière. Cela sonne bien. Mais il s'agit d'une opposition de façade : les deux candidats proposent donc de ne taxer qu'une partie du patrimoine des très riches.

Par ailleurs, de très nombreux biens ne seront ni taxés par Gabriel Attal, ni par Jordan Bardella : les yachts, les jets privés, les montres et bijoux de luxe, les crypto-monnaies, les lingots d'or, les œuvres d'art, etc. Leurs groupes parlementaires respectifs se sont d'ailleurs toujours associés à l'Assemblée nationale pour rejeter toutes les taxes sur ces produits de luxe proposées par les groupes de gauche. Il s'agit pourtant de biens que l'on retrouve, il faut le dire, assez peu chez les « classes moyennes » qu'ils prétendent vouloir protéger... Un riche n'aura alors qu'à répartir son patrimoine sur des investissements non taxés pour échapper à toute imposition sur celui-ci. Une manœuvre si simple que les conseillers fiscaux risquent même de se retrouver au chômage.

*Les principaux gagnants de la baisse de TVA sur l'énergie risquent d'être les énergéticiens comme Total, qui pourront baisser très légèrement les factures, tout en augmentant sensiblement leurs marges.*

### OPÉRATION SÉDUCTION DES HÉRITIERS

Ces détenteurs de gros patrimoines peuvent aussi compter sur ces deux partis pour leur permettre de transmettre leurs possessions sans payer le moindre impôt. Ainsi, le RN propose « d'exonérer les donations des parents et des grands-parents à leurs enfants et petits-enfants jusqu'à 100.000 € par descendant tous les 10 ans ». Faisons un simple calcul. Un couple avec deux enfants et cinq petits-enfants – ce qui correspond à une famille française moyenne – pourra transmettre 100.000 euros par parent et enfant et petit-enfant, soit au total 1,4 millions d'euros tous les 10 ans, sans payer d'impôt. Et ce alors même que 87% des successions sont inférieures à 100.000 euros et sont donc déjà largement exonérées d'impôt actuellement.

Suite en pages 8 et 9



## Les cadeaux aux riches d'Attal et de Bardella Le choc fiscal dont on ne parle pas

●●●  
Suite de la page 7

Ce beau cadeau ne vient pas de nulle part : Eric Ciotti, le nouvel allié du RN signait il y a un mois une tribune pour demander la « mort de l'impôt sur la mort » et donc permettre aux milliardaires de faire vivre des générations entières de rentiers sans qu'ils n'aient à participer à l'effort fiscal national. Le parti présidentiel n'est pas en reste : il propose une exonération de 150.000 euros par enfant et 100.000 euros par petit-enfant, tout en gardant la remise à zéro actuelle qui intervient tous les 15 ans. La même famille prise en exemple précédemment pourra donc transmettre 1,6 million d'euros tous les 15 ans sans payer d'impôt. Dans les deux cas, cela permettra à des multimillionnaires de transmettre la totalité de leur fortune, en anticipant et optimisant les donations à intervalles réguliers, alors même qu'il existe un quasi consensus des économistes pour demander le renforcement de l'impôt sur l'héritage des plus riches. Et comme ils ne remettent pas en question la logique même du système actuel, certains petits héritages, en ligne indirecte ou n'ayant pas été anticipés à l'aide de conseillers fiscaux, continueront d'être très fortement taxés.

**UNE POLITIQUE « PRO BUSINESS » ASSUMÉE QUI GONFLERA LES MARGES DES TRÈS GROSSES ENTREPRISES**  
Sur le volet entreprises, Jordan Bardella assume directement de s'inscrire dans la continuité fiscale d'Emmanuel Macron : son programme propose ainsi de « poursuivre la baisse des impôts de production » entamée par ce dernier. Il répond ici à une demande de longue date du MEDEF, alors même que cela profitera surtout aux très grosses entreprises et que les effets économiques d'une telle réforme sont remis en cause par de nombreux économistes.

Au vu du public bénéficiaire de telles réformes, la discrétion de Jordan Bardella sur l'ensemble de ces mesures fiscales n'est pas surprenante. Le président du Rassemblement National préfère en effet mettre en avant sa seule mesure qui bénéficiera à l'ensemble des Français : la baisse de TVA sur les produits énergétiques. Si cette mesure choc parle à tout le monde, l'absence de contrôle réel des prix de l'énergie dans le programme de l'extrême droite interroge. Comme avec la baisse de

la TVA dans la restauration instaurée sous Nicolas Sarkozy, il est peu probable que les prix payés par le consommateur baissent significativement. Les principaux gagnants risquent d'être les énergéticiens comme Total, qui pourront baisser très légèrement les factures, tout en augmentant sensiblement leurs marges, absorbant ainsi une bonne partie du cadeau fiscal promis aux consommateurs finaux.

### ET À LA FIN, QUI VA PAYER ?

Tout en proposant de nombreuses baisses d'impôts aux plus aisés, les candidats du RN et d'Ensemble sont formels : ils respecteront la trajectoire de baisse des déficits imposée par la Commission européenne dans le cadre de la procédure pour déficit excessif qui vient d'être initiée contre la France. C'est donc bien l'ensemble des Français qui devra financer ces cadeaux, à travers des coupes budgétaires dans les services publics et les aides sociales. Deux économistes ont fait le travail d'évaluation : le programme du RN conduirait à une hausse du revenu disponible net de 1.160 euros par an pour les 10% les plus riches et à une baisse pour 70% de la population. Les 30% les plus pauvres perdront en moyenne 230 euros par an.

Ainsi, le RN propose en réalité de poursuivre la politique des maronistes, qui se sont illustrés par la baisse des aides au logement des plus précaires pour financer la suppression de l'ISF dès leurs premiers mois au pouvoir. Dernièrement, c'est même au budget dédié au financement de la transition écologique que Bruno Le Maire s'est attaqué en urgence pour compenser des recettes fiscales plus faibles que prévu. La dépense publique par étudiant à l'université française a également baissé de 15% en 10 ans. Les besoins vitaux de la population deviennent alors une variable d'ajustement pour financer les baisses d'impôts pour les plus aisés.

Alors même que la logique pourrait être inverse : partir des besoins de la population et des investissements nécessaires pour endiguer la crise écologique et demander à ceux qui ont les moyens de les financer. En outre, l'augmentation significative des investissements publics et des revenus des ménages conduirait à une relance économique keynésienne, dont l'économie française a besoin pour sortir de la stagnation. Tel serait justement un cap économique « sérieux ».

In LVSL

ECO TIMES

COURANT AGRIKER DE L'ÉCONOMIE

Comme toutes les guerres, celle que mène Israël contre Gaza coûte extrêmement cher économiquement et la croissance est en chute libre. Toutefois, si elle ne s'effondre pas, c'est grâce à l'aide publique et privée des États-Unis, mais aussi de l'Union européenne qui a poursuivi ses échanges commerciaux comme si de rien n'était. Sans oublier l'Inde et la Chine. Benyamin Nétanyahou peut poursuivre tranquillement son génocide des Palestiniens.

**L'**économie israélienne a enregistré une chute de 21 % du produit intérieur brut (PIB) au dernier trimestre 2023 (comparé à celui de l'année précédente), soit deux fois plus que ne le prévoyait la banque centrale, après le 7 octobre. En février 2024, l'agence américaine Moody's a pris la décision sans précédent d'abaisser la note de l'État et celle des cinq plus grandes banques commerciales d'Israël.

Les conséquences vont surtout peser sur l'industrie technologique. En temps normal, cette branche emploie un Israélien sur sept et génère environ la moitié des exportations du pays, un cinquième du produit intérieur brut (PIB) et plus d'un quart des recettes de l'impôt sur le revenu. Une performance qui ne peut se maintenir qu'avec un accès aux capitaux étrangers dont le coût de collecte menace d'augmenter.

### CHUTE DES INVESTISSEMENTS DANS LA TECH

Depuis la fin de 2022, les investissements dans les hautes technologies n'ont cessé de s'affaïsser, et fin 2023, la chute a atteint 20 % par rapport aux chiffres déjà faibles de l'année précédente ; les investissements étrangers ont dégringolé de 29 %. Les premières données pour 2024 montrent que les flux sont au plus bas depuis neuf ans. Le modèle de croissance du pays étant lié à ce secteur, de tels résultats posent des problèmes majeurs. D'autant que les projets du premier ministre Benyamin Nétanyahou visant à orienter l'économie vers la production de matières premières, au détriment de ce secteur dont il doute de la loyauté politique, ont été mis à mal. En mars 2024, inquiets des missiles houthis autant que des retombées politiques, l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) et British Petroleum (BP) ont interrompu les discussions concernant l'acquisition prévue de la moitié du principal producteur israélien de gaz naturel, NewMed Energy2.

Tout cela soulève des questions sur la viabilité de l'économie d'Israël et, par conséquent, sur sa capacité à poursuivre son assaut contre Gaza. Déjà les économistes du ministère des finances avaient estimé que les seules manœuvres de Benyamin Nétanyahou pour réformer la Cour suprême (et l'opposition que cela suscitait) conduiraient à une amputation de la croissance de 15 à 25 milliards de dollars (14,9 milliards à 18,6 milliards d'euros) par an3. Une étude de la société de conseil américaine RAND a indiqué que les pertes économiques en cas de campagne militaire limitée, mais de longue durée contre la Palestine, s'élèveraient à 400 milliards de dollars (plus de 373 milliards d'euros) sur dix ans4. Selon le ministère des finances, l'opération « Sabre de fer » coûte 269 millions de dollars (plus de 350 millions d'euros) par jour à l'économie — une guerre à l'échelle de la région serait, bien sûr, beaucoup plus onéreuse.

On peut s'interroger sur la capacité de la société israélienne qui vit dans un certain confort matériel à supporter un retour à une économie de guerre comme dans les années 1970 lorsque les dépenses militaires représentaient 30 % du PIB. Même si l'on fait abstraction de cette question, beaucoup d'autres se posent : les réalités économiques peuvent-elles influencer la voie suivie par

les dirigeants politiques et militaires ? Si oui, comment ? Les entreprises étrangères qui contribuent au génocide pourront-elles maintenir leur politique sur une longue période ?

### LES SOURCES DE LA RÉSILIENCE À MOYEN TERME

Malgré les vents contraires, il y a peu de raisons de penser que les pressions économiques puissent accélérer la fin de la guerre à court ou moyen terme. Cela tient à l'ampleur des marchés financiers israéliens et aux réserves en devises étrangères, d'une part, ainsi qu'aux relations extérieures de l'État et de l'économie, d'autre part.

### 1. Des marchés de capitaux profonds et des réserves abondantes

La profondeur des marchés de capitaux israéliens permet à la coalition au pouvoir de financer localement une grande partie de ses projets militaires : cette année environ 70 % des 60 milliards de dollars (55,8 milliards d'euros) des emprunts d'État seront vendus sur les marchés intérieurs et libellés en nouveau shekel israélien (NIS). De plus, comme il y a une forte demande des institutions financières locales, les taux d'intérêt restent peu élevés localement, un peu plus quand il s'agit de bons du Trésor proposés à l'international, mais pas excessivement plus que pour ceux actuellement émis par les États-Unis. De ce fait, au cours des cinq premiers mois de cette année, le ministère israélien des finances a pu emprunter (en vendant des obligations d'État) un total de 67,5 milliards de NIS (16,7 milliards d'euros) sans encourir de lourdes charges de remboursement.

Ainsi, bien que le gouverneur de la Banque d'Israël mette régulièrement en garde contre les emprunts excessifs — et bien que certains indicateurs signalent un malaise sur le marché — Tel-Aviv peut s'endetter sans trop souffrir financièrement, tout au moins pour l'instant. Cela donne aux dirigeants une grande autonomie et cela se répercute sur la guerre.

L'accumulation de réserves de devises étrangères au cours des deux dernières décennies a un effet protecteur similaire. De 27 milliards de dollars (25 milliards d'euros) en 2005, la valeur des réserves détenues par la Banque d'Israël a dépassé les 200 milliards de dollars (186 milliards d'euros) au début 2024. Non seulement ces actifs génèrent des revenus pour l'État, mais ils permettent également à la banque centrale de défendre le shekel sur les marchés des changes5. Ce qui contribue à maintenir l'inflation à un faible niveau, renforçant ainsi la stabilité de l'économie de guerre.

Toutefois, la violence génocidaire de l'armée nécessite des volumes de munitions bien supérieurs à ce que les fabricants nationaux, qui ont réorienté leurs activités vers des produits haut de gamme, sont actuellement capables de produire. Sans les flux incessants d'obus d'artillerie, de missiles, d'ogives et autres, qui proviennent presque tous des États-Unis (ou de caches d'armes leur appartenant prépositionnées en Israël avant cette guerre)6 et d'Allemagne, les campagnes actuelles sur Gaza et le Sud-Liban échoueraient rapidement. De même, sans les clouds fournis par Google et Microsoft ainsi que le partage de données WhatsApp par Meta, on peut être certain que le plan israélien d'assassinats de masse pilotés par l'intelligence artificielle s'effondrerait rapidement.

## Le salaire du génocide

# Ou comment l'économie israélienne tient

### 2. La solidité des relations extérieures

Le deuxième facteur, peut-être le plus important, expliquant la résilience à moyen terme de l'économie israélienne est la solidité de ses relations extérieures. Elles lui apportent des appuis en tout genre : des flux financiers au commerce, en passant par le soutien logistique, sans oublier les armées de réserve de main-d'œuvre, telle la promesse de l'Inde de fournir 50 à 100 000 travailleurs pour remplacer les Palestiniens de Cisjordanie. De quoi, en fin de compte, rendre le génocide israélien possible.

Une vaste constellation d'acteurs américains, publics et privés, soutient actuellement financièrement l'État, l'armée et l'économie. Les flux provenant du gouvernement fédéral demeurent les plus importants.

La subvention annuelle du Programme américain de financement militaire à l'étranger — 3,3 milliards de dollars (3,075 milliards d'euros) par an depuis l'administration Obama (2009-2017) — couvre, en général, 15 % de ses dépenses de défense. Comme ces dernières devraient augmenter de près de 15 milliards de dollars (13,95 milliards d'euros) en 2024, la ligne de crédit gratuite du gouvernement américain va considérablement augmenter cette année. En avril dernier, le Congrès américain a voté la loi sur la sécurité nationale accordant 13 milliards de dollars (12 milliards d'euros) d'aide supplémentaire7. Sur cette somme, 5,2 milliards de dollars ont été affectés au réapprovisionnement des systèmes de défense Iron Dome, Iron Beam et David's Sling, 4,4 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros) à la reconstitution des stocks de munitions épuisés et 3,5 milliards de dollars (3, 2 milliards d'euros) aux systèmes d'armes avancés.

### ORGANISATIONS AMÉRICAINES POUR BUDGET ISRAÏÉL

Mais, cela va au-delà. Sur l'ensemble du territoire états-unien, des États, des comtés et même des municipalités sortent également leur carnet de chèques. Le canal de financements est supervisé par la Development Corporation for Israel (DCI), une entité enregistrée aux États-Unis qui agit en tant que courtier local et souscripteur pour le compte du ministère israélien des finances. Depuis 1951, la DCI émet ce que l'on appelle des « obligations israéliennes » sur le marché américain. Bien que rarement connus du public, ces instruments financiers, libellés en dollars et destinés à fournir un soutien général au budget israélien, représentent 12 à 15 % de la dette extérieure totale d'Israël. Ils constituent donc une source substantielle de crédit et de devises fortes pour Tel-Aviv. Depuis le 7 octobre, la DCI a considérablement accru ces ventes d'obligations, en partie en développant ses partenariats avec une organisation de droite l'American Legislative Exchange Council (ALEC). Au cours des deux dernières décennies, l'ALEC a été l'une des forces les plus influentes dans les coulisses de la politique américaine. Son activité consiste généralement à rédiger des projets de loi sur des sujets allant de l'avortement au mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) puis à diffuser des modèles législatifs auprès de ses alliés dans les assemblées des États, où ils deviennent lois.

Cet automne, l'ALEC a diversifié ses opérations

en mobilisant sa Fondation des agents financiers de l'État pour encourager l'achat d'obligations israéliennes par des fonds de pension publics et par les trésoreries des États et des municipalités. Les fruits de ces efforts sont assez stupéfiants : 1,7 milliard de dollars (1,58 milliard d'euros) d'achats d'obligations en six mois seulement. Au-delà de leur valeur matérielle pour Israël, ces achats constituent un engagement important de la part de l'appareil d'État américain dans son ensemble. Les autorités locales comme le gouvernement fédéral se montrent ainsi prêts à investir des sommes significatives dans les entreprises génocidaires d'Israël.

Malheureusement les citoyens et les institutions financières ont la même attitude que les dirigeants. Ils ont, eux aussi, accordé (et/ou facilité) un grand nombre de crédits à Israël depuis le début de sa destruction de Gaza. Certains l'ont fait, au printemps dernier, en achetant près des trois-quarts des obligations dont il vient d'être question. Au lendemain de l'opération « Sabre de fer », des banques américaines ont également organisé des ventes d'obligations privées pour le compte de l'État israélien, dont les rendements n'ont pas été rendus publics.

### DE GOLDMAN SACHS À BNP-PARIBAS

Le fait le plus marquant, cependant, a été l'opération menée par Bank of America et Goldman Sachs qui, en mars 2024, ont souscrit à la première vente internationale d'obligations israéliennes post-7 octobre. Aux côtés de la Deutsche Bank et de BNP Paribas, ces financiers sont parvenus à attirer suffisamment d'investisseurs du monde entier pour en faire la plus importante vente de l'histoire d'Israël : près de 7,5 milliards d'euro-obligations8.

Les contributions privées américaines ne s'arrêtent pas là. Si les investissements technologiques sont globalement en retrait, un certain nombre d'entreprises continuent d'injecter des capitaux, malgré le génocide en cours. Ainsi, ces six derniers mois, Nvidia, le leader mondial de la production de puces et de l'intelligence artificielle basé à Santa Clara, a investi des sommes considérables dans l'acquisition d'entreprises israéliennes9. En décembre, fort d'une subvention de 3,2 milliards de dollars (3 milliards d'euros) et d'un taux d'imposition extrêmement réduit (7,5 % au lieu de 23 %), Intel a accepté de construire une nouvelle usine de semi-conducteurs. Un mois plus tard, Palantir Technologies, l'entreprise de modélisation d'intelligence artificielle, a annoncé un nouveau partenariat stratégique avec le ministère israélien de la défense.

### L'UNION EUROPÉENNE, BOUÉE DE SAUVETAGE

Comme en témoinage la participation de la Deutsche Bank et de BNP Paribas à l'émission d'euro-obligations, l'Europe joue un rôle non négligeable. La Banque européenne d'investissement, basée à Luxembourg et détenue conjointement par les 27 États membres de l'Union européenne, a maintenu son intention d'injecter 900 millions de dollars (838 millions d'euros) dans l'économie israélienne10. Depuis le 7 octobre, le programme Horizon Europe, principal instrument de financement de la recherche et de l'innovation, a autorisé l'oc-

troi de près d'une centaine de subventions à des entreprises et institutions israéliennes. A plus petite échelle, l'organisation à but non lucratif European Investment Council (EIC) a récemment augmenté ses investissements dans les startups israéliennes.

Mais ce sont surtout les échanges de biens et de services qui comptent. Le flux ininterrompu d'exportations vers le marché européen, qui reste son principal partenaire, a joué un rôle essentiel dans l'excédent de 5,1 % de la balance commerciale d'Israël au cours du dernier trimestre 2023. Bien qu'il ait été question dans les capitales européennes de revoir l'accord d'association de l'Union européenne avec Israël, les premières données publiées pour 2024 montrent que celle-ci continue d'importer des produits israéliens : plus de 4,27 milliards d'euros au premier trimestre — une somme qui correspond à peu près à ce qui a été observé ces dernières années et qui sert de bouée de sauvetage à l'économie israélienne.

### LES AFFAIRES CONTINUENT AVEC LA CHINE ET L'INDE

Le maintien par Tel-Aviv de relations extérieures (secrètes et ouvertes) avec des économies non occidentales a également renforcé la viabilité de son économie de guerre. Même si elles n'atteignent pas tout à fait les volumes d'avant le 7 octobre, même si elles sont sans aucun doute réduites en raison des interventions des Houthis, qui ont forcé les compagnies maritimes à suspendre le commerce direct, les données communiquées par la Banque d'Israël indiquent que les importations en provenance de Chine sont toujours substantielles : 10 milliards de dollars (9,3 milliards d'euros) au premier trimestre 2024. Elles demeurent l'un des éléments vitaux de l'économie au quotidien, bien que les investissements chinois restent déprimés — en grande partie en raison des pressions exercées par les États-Unis sur Tel-Aviv.

Quant à la contribution de l'Inde, qui importe de grandes quantités d'armes israéliennes et exporte des travailleurs bon marché pour remplir les postes de travail vidés des Palestiniens, elle est loin d'être négligeable. Malgré les difficultés, il est clair que des marchandises sont acheminées en Israël via le Golfe et la Jordanie, approvisionnant les rayons des magasins.

Enfin, il faut tenir compte des relations ambiguës de la Turquie. Bien que le ministère du commerce d'Ankara ait instauré des interdictions progressives sur le commerce avec Israël à partir du début du mois d'avril 2024, il y a des raisons de penser que la mesure ne sera pas totalement appliquée. Dans un premier temps, la politique prévoit un sursis de trois mois permettant aux entreprises d'honorer les commandes existantes par l'intermédiaire de pays tiers. Il est donc peu probable qu'elle provoque un resserrement immédiat de l'offre. Deuxièmement, les liens commerciaux entre les producteurs turcs d'acier et d'aluminium et Israël sont profonds et anciens, la dépendance des premiers à l'égard de ce marché est bien connue. Il ne faut donc pas écarter la possibilité que les fournisseurs turcs trouvent une solution pour livrer des fournitures essentielles non seulement aux entreprises de construction, mais aussi à l'industrie de l'armement — peut-être par le biais d'un transbordement en Slovaquie. Capable de s'appuyer sur des marchés de capitaux

importants, des réserves de devises fortes et des relations solides avec des partenaires économiques extérieurs, Israël n'est confronté à aucune limite matérielle immédiate dans la conduite de son génocide. À moins que la politique des partenaires extérieurs en question ne change, Israël sera libre de poursuivre son massacre inadmissible pendant un certain temps encore.

### UN ESPOIR À LONG TERME ?

A long terme, plusieurs éléments peuvent jouer contre cette économie de guerre. Parmi eux, la tendance au désinvestissement évoquée précédemment, que les interventions du gouvernement ne parviendront probablement pas à inverser. S'y ajoute une possible augmentation des impôts pour reconstituer les réserves. Mais, peut-être plus important encore, ce sont les tensions sociales que la poursuite du génocide accentuera dans les mois et les années à venir.

Depuis longtemps, le pays figure parmi les plus inégalitaires de l'OCDE11. Des mesures plus sophistiquées estiment actuellement le taux de pauvreté à 27,8 %, avec un tiers des habitants en situation d'insécurité alimentaire. Malgré toute la mythologie qui a entouré la « startup nation », il s'avère en outre que la croissance et les gains de productivité réalisés au cours des deux dernières décennies sont en réalité relativement faibles, la fuite des cerveaux ayant des conséquences.

À ce mélange s'ajoute désormais l'austérité. En effet, après avoir enregistré des déficits considérables tout au long de sa campagne sur Gaza, Israël va accélérer le retrait de son État-providence en réduisant les dépenses sociales et éducatives, tout en pressurant les ménages pauvres par l'augmentation des taxes à la consommation. Il est certain que des tensions sociales importantes sont à prévoir alors que, déjà, des clivages fracturent la société israélienne — entre les quelques personnes qui ont profité du boom technologique et immobilier et les nombreuses autres qui n'en ont pas vu la couleur ; entre les communautés religieuses exemptées du service militaire et celles qui sont chargées de risquer leur vie pour faire avancer leur vision de la conquête ; entre une communauté de colons bénéficiant d'une dérogation spéciale de la part de l'État et toutes les autres obligées de compter sur les banques alimentaires pour assurer leur subsistance. D'une manière ou d'une autre, cela ne peut que se répercuter négativement sur la cohérence du projet d'État et sur la capacité du gouvernement actuel à poursuivre ses complots destructeurs.

Pour la Palestine, et plus particulièrement pour les Palestiniens de Gaza, il y a urgence. Le temps nécessaire pour que la dynamique sociale se mette en place au sein de la société israélienne — pour que la capacité d'Israël à faire la guerre soit corrodée de l'intérieur — est tout simplement trop long.

Donc, quiconque espère mettre fin à ce génocide ne peut que prôner l'isolement de l'économie israélienne dans tous les domaines possibles, seul moyen d'y parvenir. Tant que les solides relations extérieures du pays ne seront pas affaiblies, voire rompues, les moteurs de la violence israélienne continueront à fonctionner sans le moindre crachement. Pour les bloquer au point que les bombes cessent de tomber, il faut perturber les circuits financiers et commerciaux existants.

Orlont XXI



Par Rédaction internationale

«**N**euuf mois après la mise en marche de la machine de guerre (sioniste) contre la population sans défense de Ghaza, la situation humanitaire est catastrophique», a déclaré M. Bendjama, lors de son intervention à la séance du Conseil de sécurité consacrée au Moyen-Orient et à la Palestine, affirmant que l'entité sioniste continuait à utiliser la famine comme une véritable arme de guerre. Il citera, à ce propos, le rapport de la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM) qui a indiqué que la famine à Ghaza ne pourra être évitée qu'en garantissant un «accès immédiat et complet» au nord de l'enclave palestinienne. «En décembre dernier, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2720 qui concerne la mise en place d'un mécanisme visant à faciliter et à simplifier les opérations de livraison de l'aide humanitaire à Ghaza, un mécanisme qui a été présenté comme une solution aux obstacles imposés par l'administration de l'occupant» sioniste, a-t-il rappelé, constatant que cette résolution a tout simplement prouvé son «inefficacité». «Lorsque cette résolution a été adoptée, quelque 100 camions entraient à Ghaza quotidiennement. Avant le 7 octobre, ils étaient 500. Aujourd'hui (...), les acteurs humanitaires continuent

## Conseil de sécurité de l'ONU Bendjama : «l'entité sioniste continue à utiliser la famine comme arme de guerre à Ghaza»

*L'entité sioniste continue d'utiliser la famine comme arme de guerre dans la bande de Ghaza, a affirmé, mardi au Conseil de sécurité, le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama qui a assuré que l'objectif final de cette politique était de pousser les Ghazaouis hors de leur terre.*



de faire face à de nombreuses difficultés pour accéder à Ghaza», a-t-il relevé, notant que l'accès humanitaire vers l'enclave palestinienne est désormais «extrêmement limité» avec, en juin dernier, un maximum de 73 camions par jour. «Ce nombre limité est le résultat de la politique délibérée de l'occupant (sioniste) qui utilise la famine comme arme de guerre (...) La faim et la peur sont utilisées

pour mettre les Palestiniens à genoux et pour transformer leurs vies en un véritable enfer», a-t-il dit. «Comment pouvons-nous justifier la destruction (...) du passage de Rafah qui est à présent hors service? Comment justifier tous ces obstacles bureaucratiques imposés par les autorités de l'occupation à l'accès de l'aide humanitaire?», s'est-il interrogé. L'augmentation exceptionnelle à 169 camions accédant quotidien-

nement à la bande de Ghaza en avril dernier, «prouve que la fluidité du passage de l'aide humanitaire est liée seulement à la pression internationale et malheureusement aussi à la volonté de l'occupant», a-t-il rappelé. M. Bendjama a déploré, en outre, l'impossibilité pour l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés palestiniens) de continuer à travailler dans la bande de Ghaza.

«Il est inacceptable que l'UNRWA continue encore de faire l'objet d'attaques. L'UNRWA est irremplaçable», a-t-il martelé. Il a également assuré que les forces d'occupation sionistes poursuivaient leurs attaques contre la police locale palestinienne durant les opérations de livraison d'aides humanitaires. «Aujourd'hui, personne ne veut prendre le risque d'escorter les convois d'aides humanitaires parce qu'ils seront pris pour cible par les forces d'occupation. Ceci fait partie de la politique qui vise à détruire l'ordre civil et à pousser les Ghazaouis hors de leur terre», a-t-il soutenu. «Au moment où nous débattons du nombre de camions entrant à Ghaza et comment obliger l'occupant à respecter ses obligations liées au droit humanitaire, les gens à Ghaza meurent de faim. Il s'agit de la pire situation jamais documentée», a-t-il dit. «Nous devons agir aujourd'hui (...) la vie des Palestiniens est menacée par la faim et les maladies. Sans une action urgente, le monde sera témoin d'une tragédie humanitaire qui sera écrite dans les pages les plus sombres de l'histoire», a conclu M. Bendjama.

R. I./agence

### Ghaza

## Patients et médecins fuient l'hôpital européen suite à des ordres d'évacuation de Khan Younes

L'hôpital européen de Khan Younes à Ghaza est presque vide, le personnel et les patients ayant fui suite à des ordres d'évacuation de la ville émanant de l'armée sioniste, a rapporté mardi un responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

"Le personnel de l'hôpital et les patients ont décidé d'évacuer les lieux eux-mêmes", a déclaré Rik Peepkorn, représentant de l'OMS en Palestine.

S'exprimant par vidéo-conférence depuis El Qods occupée lors d'une conférence de presse de l'ONU, il a indiqué que seuls trois patients étaient encore sur place. "Nous demandons que l'hôpital européen de Ghaza soit épargné et qu'il ne soit pas endommagé", a-t-il déclaré. L'armée sioniste a ordonné aux habitants de plusieurs villes et villages de l'est de Khan Younes d'évacuer lundi, avant que les chars ne rentrent dans la zone après l'avoir quittée des semaines plus tôt. Mardi, les forces sionistes ont bombardé plusieurs zones du sud de la bande de Ghaza, forçant des milliers de Palestiniens à fuir leurs foyers, rapportent des médias.

L'occupation sioniste mène une guerre dévastatrice contre Ghaza faisant environ 125.000 martyrs et blessés parmi les Palestiniens, pour la plupart des enfants et des femmes, et plus de 10 000 personnes portées disparues, dans un contexte de destruction massive et de famine.

### Ghaza

## L'OMS appelle à la réouverture de «l'hôpital européen»

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a appelé à la réouverture de «l'hôpital européen de Gaza», l'un des plus grands hôpitaux de l'enclave palestinienne, dès que possible. Ghebreyesus a déclaré mardi dans un post sur la plateforme X : «L'hôpital européen de Gaza, qui est l'un des plus grands hôpitaux du sud de l'enclave palestinienne, doit être protégé et mis en service le plus rapidement possible.»

Il a ajouté : «Gaza ne peut pas se permettre de perdre davantage d'hôpitaux», notant que 320 patients et membres du personnel médical ont été évacués de «l'hôpital européen de Gaza» après des appels d'évacuation à Khan Younes. Lundi, les équipes médicales ont évacué l'hôpital des patients et du matériel nécessaire, tandis que les personnes déplacées à l'intérieur de l'établissement ont retiré leurs tentes pour les déplacer vers un nouveau site de déplacement, sous la menace de l'armée israélienne. Le responsable onusien a souligné que la majorité des patients étaient

dirigés vers «l'hôpital Nasser», dans le centre de Khan Younes, qui fonctionne toujours à pleine capacité.

Ghebreyesus a souligné qu'il existe une pénurie de fournitures médicales et de médicaments nécessaires pour effectuer des opérations chirurgicales à l'hôpital Nasser.

Il a indiqué que trois camions des Nations Unies transportaient des fournitures médicales destinées à «l'hôpital européen de Gaza» vers une autre zone.

Pour sa part, le représentant de l'organisation dans les territoires palestiniens occupés, Richard Peepkorn, a déclaré que l'appel lancé par Israël à des milliers de personnes à l'est de la ville de Khan Younes pour quitter la zone affectait le fonctionnement de «l'hôpital européen de Gaza».

Le 1er juillet, le porte-parole de l'armée israélienne, Avichay Adraee, a appelé les Palestiniens sur la plateforme X à évacuer les zones à l'est de Khan Younes.

Les Palestiniens à l'est de la ville ont été contraints de se déplacer vers la zone d'Al-Mawasi après

des heures d'ordres de l'armée israélienne.

Avec le soutien absolu des États-Unis, la guerre israélienne contre Gaza qui perdure depuis 9 mois a fait plus de 125 000 morts et blessés Palestiniens, pour la plupart des enfants et des femmes, et plus de 10 000 disparus dans un contexte de destruction massive et de famine qui a coûté la vie à des dizaines d'enfants.

Israël poursuit sa guerre contre Gaza, ignorant les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU pour y mettre fin immédiatement, et les ordres de la Cour internationale de Justice de mettre un terme à l'invasion de Rafah (sud), et de prendre des mesures pour prévenir les actes de génocide et améliorer la situation humanitaire désastreuse dans la bande de Gaza.

Tel Aviv conteste également la demande du procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, d'émettre des mandats d'arrêt contre Netanyahu et son ministre de la Défense Yoav Gallant, pour leur responsabilité dans les «crimes de guerre» et les «crimes contre l'humanité» à Gaza.

## Analyse

# Quels défis financiers attendent la nouvelle assemblée européenne ?

*Si le résultat des élections européennes en France a chamboulé la vie démocratique avec l'annonce quasi immédiate de nouvelles élections législatives, le centre de gravité du Parlement européen n'a finalement pas beaucoup bougé après ces élections. Pour Laurence Boone, les lourds dossiers économiques et financiers demeurent, et n'en prennent que plus d'importance.*

**L**e calendrier européen ne devrait pas être affecté par les élections françaises puisque le ou la Président(e) de la Commission devrait être nommé(e) au Conseil européen avant le 1er tour des législatives. Pour autant, c'est bien un grand bouleversement que doit s'approprier à mener le prochain exécutif européen.

Ce mandat européen de cinq ans est celui d'un « changement radical » pour reprendre les termes de Mario Draghi, ancien Président de la Banque centrale européenne et du Conseil italien : sursaut de compétitivité et changement de paradigme économique, Europe de la défense, élargissement, ce sont les trois grands thèmes qui vont dominer l'agenda de l'exécutif.

## Un sursaut de compétitivité urgent

Le sursaut de compétitivité, c'est peu de le dire, est urgent. La Chine pratique une politique industrielle agressive depuis des décennies. Elle subventionne ses entreprises tout en modérant les salaires et l'évolution de sa monnaie pour bénéficier d'avantages compétitifs au mépris de toutes les règles du commerce international.

Et elle investit également massivement dans la recherche pour faire la course en tête dans bien des domaines, dont celui crucial pour l'Europe de la transition énergétique. En pratique, elle domine la chaîne de production des énergies renouvelables et celle des véhicules électriques. Les Etats-Unis, eux, ont réagi avec l'Inflation Reduction Act, ce programme qui vise à protéger la production de technologies propres, notamment dans l'automobile, sur le sol américain. La réaction européenne doit prendre de l'ampleur.

La nouvelle Commission devra donc répondre très vite avec une stratégie européenne. Celle-ci doit reposer sur trois piliers. Finaliser l'Europe de l'énergie pour garantir une offre décarbonée à prix compétitif aux entreprises, ce qui constitue le socle de la compétitivité. Protéger le marché européen, sans verser dans l'isolationnisme, et en y garantissant une concurrence sans excès mais suffisante pour continuer d'innover. Renforcer les investissements dans les infrastructures et la R&D, et libérer les financements privés vers les entreprises européennes.

## Organiser l'Europe de la défense

L'Europe de la défense a long-



temps été l'objet de tentatives avortées. Puis, les dividendes de la paix ont conduit à des investissements moindres dans la défense du sol européen, une industrie fragmentée avec des européens qui se font concurrence et coopèrent peu, pour exporter une grosse partie de la production européenne. Les débuts difficiles du soutien européen aux militaires ukrainiens l'ont bien montré : nous peinons toujours à fournir à l'Ukraine les armes et munitions dont elle a besoin, la production européenne est insuffisante et inadaptée.

La seconde priorité va donc être d'organiser l'Europe de la défense. Etendons nous bien : il ne s'agit pas de créer une armée commune, nos armées coopèrent

déjà dans le cadre de l'OTAN et avec des opérations européennes, mais d'une accélération de la croissance de nos capacités de production d'équipements de défense. Pour cela, il nous faudra donner de la visibilité aux entreprises de défense avec des lois de programmation militaire dans tous les pays de l'Union européenne ; faire travailler ensemble nos entreprises pour répondre aux commandes, équiper de façon coordonnée nos armées et nous préparer à mieux répondre et plus vite aux attaques hybrides.

Enfin se posera la question des réformes nécessaires pour que l'élargissement à venir se fasse dans les meilleures conditions possibles. Ne soyons pas naïfs, tendre la main aux pays voisins

c'est éviter des zones de déstabilisation à nos frontières. Cette sécurité a un prix : en regard du budget actuel et de la gouvernance européenne, à politiques inchangées, ce prix sera élevé. C'est pourquoi il faut faire évoluer le budget comme la gouvernance de l'Union européenne. Nous ne ferons pas à 35 ce que nous faisons, parfois difficilement, à 27. Le marché unique doit rester le socle.

Le contre-exemple britannique montre bien que des règles harmonisées pour le commerce européen forment le cadre le plus simple et porteur pour nos entreprises, et les emplois qui vont avec. Les réformes suggérées dans les rapports Draghi et Letta permettront de l'améliorer. Mais



encore une fois, nous ne ferons pas tout à 35. Prenons le cas de l'industrie de défense : elle est présente dans 6 pays principalement, et le Royaume-Uni en est un acteur clé. Il est donc logique que ce groupe de pays se concertent pour la faire avancer et en définir les contours budgétaires. On pourrait envisager des groupes ou cercles de la même façon pour l'ordinateur quantique ou une convergence sociale (qui n'est possible, pour commencer du moins, qu'entre pays ayant des salaires et systèmes sociaux proches).

## Trois leviers pour un budget plus conséquent

Le budget européen tel qu'il existe aujourd'hui ne peut assurer ces ambitions, de la reconstruction de l'Ukraine au déploiement des énergies décarbonées, en passant par une réelle politique industrielle et des investissements dans l'intelligence artificielle. Nous disposons de trois leviers pour un budget plus conséquent. Les financements privés, (on le sait, la réglementation américaine, mais aussi l'existence de fonds de pension, favorisent plus le financement de particuliers que les nôtres, et donc celui de ces particuliers dans nos entreprises), les coopérations privé-public, (avec ou sans systèmes de garantie publique européenne), et une augmentation des ressources de l'Union (grâce à une taxe numérique, à des droits de douane sur les produits ne respectant pas nos normes, encore un emprunt pour des projets bien identifiés). La tâche est lourde, mais les Européens ont prouvé, surtout dans les moments difficiles, qu'ils savaient montrer de grandes ambitions dans les tournants historiques.

*In Boursorama  
Laurence Boone  
Membre du Cercle des  
économistes  
Ancienne secrétaire d'Etat  
chargée de l'Europe*

## Devises

# L'Euro résiste, le Yen inscrit un nouveau plancher

**L'**Euro a bien réagi aux résultats du 1er tour des législatives avec une progression initiale de +0,5% jusque vers 1,0770/\$ qui s'est ensuite évaporée : l'Euro en termine peu changé vers 1,0730 (+0,15%) tandis que le 'Dollar Index' finit parfaitement stable ce soir vers 105,85.

On retiendra de cette journée le nouveau plancher historique inscrit par le Yen, tombé vers 161,7/\$ et 173,65 face à l'Euro.

Le Franc suisse est également apparu faible avec -0,55% vers 0,9035/\$ et -0,5% face à l'Euro.

Cette journée est marquée par une nette remontée des rendements de part et d'autre de l'Atlantique, mais avec une intensité assez comparable : nos OAT se dégradent ce soir de 5Pts mais les Bunds affichent +11,5Pts vers

2,6030%. Ces derniers subissent une de leur pire baisse de l'année, alors que l'inflation en Allemagne devrait s'établir à +2,2% en juin, selon l'estimation préliminaire de Destatis, après +2,4% le mois précédent.

En France, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière française, produit par S&P Global, s'est replié de 46,4 en mai à 45,4 en juin, mettant en évidence une accélération de la contraction du secteur par rapport au mois précédent.

Par ailleurs, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière de la zone euro, produit par S&P Global, a reculé de 47,3 en mai à 45,8 en juin, mettant en évidence une forte détérioration de la conjoncture du secteur, ainsi qu'une accélération de sa contraction (sous le seuil technique des 50).

Côté américain, la contraction du secteur manufacturier américain s'est légèrement accentuée en juin, témoignant toujours de la faiblesse de la demande.

C'est ce que démontre l'enquête de l'Institute for Supply Management avec un indice est ressorti à 48,5 le mois dernier, en repli de 0,2 point par rapport aux 48,7 du mois de mai.

La composante des commandes nouvelles s'est améliorée à 49,3 contre 45,4 le mois précédent, mais celle de la production est revenue à 48,5 après 50,2 le mois précédent.

Le sous-indice de l'emploi s'est lui aussi tassé à 49,3 contre 51,1 en avril.

Juste avant l'ISM, S&P Global avait annoncé que son indice manufacturier était ressorti à 51,6 pour le mois écoulé, contre 51,3 en donnée définitive pour mai.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE  
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA DE TISSEMSILT

DEUXIEME AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES  
N° : 09 / 2024

Programme : Complémentaire 2022  
N° de l'Opération : NE.5.342.262.138.22.01

Intitulé de l'Opération : PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DES VILLES DE TISSEMSILT - THENIET EL HAD - SIDI ABED - RAS EL MOU ET OULED BESSAM (2<sup>ème</sup> Tranche)

Mr Le WALI DE LA WILAYA DE TISSEMSILT représenté par Mr le Directeur des Ressources en Eau de la Wilaya de Tissemsilt lance un Deuxième Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec Exigence des Capacités Minimales en vue de :

N° LOT	INTITULE DE PROJET ET LOCALITES	COMMUNE
02	Réalisation de la Protection contre les Inondations de la Ville de Tissemsilt	THENIET EL HAD

Tout soumissionnaire désirent participer à cet Appel d'Offre Ouvert avec Exigences des Conditions Minimales doit Obligatoirement répondre aux Conditions suivantes :

- C1- Avoir un Qualification Catégorie 06 ou plus, en Travaux Hydrauliques Activité Principale en Cours de Validité.
- C2- Avoir déjà réalisés au moins des travaux Similaires (Réalisation d'une Protection contre les Inondation ou Galerie ou Canal ou Gabion en Béton ) dans les Dix (10) dernières années, justifié par des attestations de bonne exécution délivrées par le maître de l'ouvrage.
- C3- Un Chiffre d'Affaire moyen des 03 dernières années supérieure ou égale 60.000.000 DA justifié par C20 ou Attestation d'Activité délivrées et visés par les Services des impôts
- C4- Avoir un Pelle hydraulique sur Chenille justifiée par la Carte Grise et l'Assurance valide
- C5- Avoir un Chargeur sur Pneu justifiée par la Carte Grise et l'Assurance valide
- C6- Présente un Engagement 01 écrit et signé par le soumissionnaire lui obligeant le déroulement des travaux soit au système 3x6, soit au système 2x10

NB : Si une de ces conditions n'est pas présentée par le soumissionnaire, son offre sera rejetée et ne sera pas évalué techniquement.

Tout soumissionnaire désirent obtenir des éclaircissements sur le dossier d'appel d'offres, peut en faire la demande au service contractant par lettre, télégramme ou télécopie envoyer à :

La direction des Ressources en Eau de la wilaya de Tissemsilt,  
Adresse : Route d' ALGER 38000 TISSEMSILT  
Tel : 048.56.72.21 Fax : 048.56.72.20

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs offres les documents exigés par la réglementation en vigueur en trois enveloppes :

1. Première enveloppe : dossier de candidature : Elle doit contenir les pièces suivantes :

N°	PIECE ou DOCUMENT	NBR
01	Déclaration de Candidature dûment signée, cachetée et remplie,	01
02	Déclaration de Probité, dûment remplie, cachetée et signée.	01
03	Copie du Statut de l'entreprise en cas d'une Société,	01
04	Copie de la Délégation de Pouvoir ou de Signature en cas d'une Société	01
05	Copie du Certificat de qualification et de classification professionnelle en Hydraulique, catégorie 06 ou plus, activité Principale en cours de validité	01
06	Copie des Attestations d'activités ou C 20 montrant les chiffres d'affaire, des Trois dernières années visés par les services des impôts	01
07	Copie d'une Attestation de Solvabilité de la Banque	01
08	Liste des Moyens Matériels à mettre en œuvre au Chantier avec Précision du Nom de l'Engin, sa Marque et son Matricule	01
09	Liste des Moyens Humains à mettre en œuvre au Chantier par Précision du Nom de la Personne, son Grade et son Numéro d'Immatriculation de la CNAS	01
10	Liste des Références Professionnelles (Projets Réalisés) du soumissionnaire en matière de réalisation des travaux de Même Nature ((Réalisation d'une Protection contre les inondation ou Galerie ou Canal ou Gabion en Béton )) réalisés durant les Dix (10) dernières années avec Précision de l'Intitulé du Projet, son Montant, Date de la Réception des Travaux avec justification (les attestations de bonne exécution signées par les Services contractants )	01

2. Deuxième enveloppe : OFFRE TECHNIQUE : Elle doit contenir les pièces suivantes :

N°	PIECE ou DOCUMENT	NBR
01	Instruction aux Soumissionnaires signée, cachetée et paraphée par le soumissionnaire	01
02	Déclaration à Souscrire dûment signée, cachetée et remplie,	01
03	Déai + Planning des travaux	01
04	Mémoire Technique Explicatif et Justificatif des Capacités Techniques du Soumissionnaire	01
05	Moyens Matériels à mettre en œuvre au Chantier avec justification: • Matériel Roulant: ( Carte Grise + Assurances valides) • Matériel Non Roulant: ( Facture d'achat et PV de constant fait par un huissier )	01
06	Moyens Humains à mettre en œuvre au Chantier avec justification (Diplômes + Attestations d'Affiliation de la CNAS )	01
07	Le Présent Cahier des Charges (CPS, CPC et CPT) dûment signé et cacheté	03

3. Troisième enveloppe : OFFRE FINANCIERE : Elle doit contenir les pièces suivantes :

N°	PIECE ou DOCUMENT	NBR
01	Copie de la Lettre de Soumission dûment signée, cachetée et remplie,	01
02	Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli en Lettre et en Chiffre, Signé et Cacheté	p/Lot
03	Détail Quantitatif et Estimatif dûment rempli en Chiffre et en Lettre, Signé et Cacheté	p/Lot

Les Trois enveloppes seront introduites dans une enveloppe extérieure anonyme ne portant que les mentions :

« DEUXIEME AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°...../2024 »

(À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)  
PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DES VILLES DE TISSEMSILT - THENIET EL HAD - SIDI ABED - RAS EL MOU ET OULED BESSAM (2<sup>ème</sup> Tranche)

Les offres seront déposées par Porteur à l'adresse suivante :

LA DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA DE TISSEMSILT  
(Secrétariat du Directeur)  
Adresse : Route d' ALGER 38000 TISSEMSILT

La Durée de Préparation des offres est à Quinze (15) Jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP  
La Date de dépôt des offres est fixée au Quinzième (15<sup>ème</sup>) Jour de la durée de Préparation des Offres avant 12h00.

Ouverture des offres des Candidatures, techniques et Financières :

La date d'ouverture des plis est fixée au Quinzième (15<sup>ème</sup>) JOURS de la durée de préparation des offres à 13h30 au siège de la direction des ressources en eau de la Wilaya de Tissemsilt. En cas d'un jour férié, l'ouverture sera le jour suivant  
Les soumissionnaires sont invités et convoqués à assister à la séance d'ouverture.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours augmentés par la durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres.

Pour vos petites annonces

Faire-part, félicitations, condoléances, pensées...

Ou encore

Si vous êtes particulier, notaire, huissier ou commissaire aux comptes

Pour toutes vos annonces légales

Certificat de possession, création de société, perdu-trouvé, enquêtes de commodo incommodo...

Le Quotidien ECO TIMES  
Quotidien Algérien de l'Economie

Vous offre un espace idéal pour toutes vos insertions à des tarifs concurrentiels.

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »  
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -Alger.

Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Adressez-vous à notre service commercial et de publicité :

Maison de la Presse Tahar Djaout,

B n° 16 - 01, Rue Bachir Attar - Place du 1<sup>er</sup> mai - Alger

Tel / Fax : 023.94.88.57 / Mobile : 0661.23.86.86

Email : sce.publicite@ecotimesdz.com

NB : les avis de décès sont publiés gratuitement



MINISTERE DE LA COMMUNICATION  
ENTREPRISE NATIONALE DE COMMUNICATION, D'ÉDITION ET DE PUBLICITÉ  
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS AU CAPITAL SOCIAL DE 7.750.000.000 DA

Direction Centrale de Marketing et de Communication

Ref n°ES/DCMC/2024

Communiqué

L'honorable jury de la septième édition du Grand Prix Assia Djebar du Roman s'est réuni le mercredi, 26 juin 2024 au siège de l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité ANEP pour annoncer les titres des romans retenus pour la short list. Cette dernière est composée de 11 titres : 5 en arabe, 3 en tamazight et 3 en français.

• La langue arabe :

- 1- زوجة السيدين، علي هجرسي، دار خيال للنشر والترجمة.
- 2- مدن للمرجان، رحلة إلى المرسى للخرز القديم، زهرة كشاري، دار ميم للنشر والتوزيع.
- 3- مرجاجو شظايا ونلوب، بن شارف حميدي، دار خيال للنشر والترجمة.
- 4- مارتون وقت الظهيرة، فارس كيش، دار كلاما للنشر والتوزيع.
- 5- هوارية، إنعام بيوض، دار ميم للنشر والتوزيع.

• La langue tamazight :

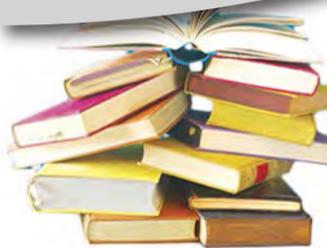
- 1- Abbuh !, Amrane Salem, les éditions Imtidad.
- 2- Tezgerirga, Bellal Tilelli, les éditions Imtidad.
- 3- 1954, Talalit n usirem, Kerrache Hachemi, Tira Editions.

• La langue française :

- 1- Le Bouclier de Massinissa, Gasmia Ahmed, Editions Frantz Fanon.
- 2- Les Gens du Peuplier, Metref Arezki, Casbah éditions
- 3- Sin, La Lune en miettes, OTMANI Abdelaziz, Casbah Editions.

La cérémonie d'attribution du Grand Prix Assia Djebar du Roman aura lieu le mardi 09 juillet 2024 à la salle « El Mawakif », hôtel El Aurassi, Alger.





# Le capitalisme contre les inégalités, de Coatanlem Yann et De Lecea Antonio

Yann Coatanlem  
Antonio de Lecea

## LE CAPITALISME CONTRE LES INÉGALITÉS

Préface de François Bourguignon

Postface de Philippe Aghion



**C**e livre explore des voies concrètes vers une plus grande équité sociale à l'aune d'un triple défi. D'une part les dernières décennies ont vu un enrichissement des couches les plus aisées sans contreparties pour les plus défavorisées. D'autre part les crises à répétition, économiques, sanitaires, climatiques, mettent cruellement à jour le manque de filets de sécurité pour les plus faibles, forçant souvent les gouvernements à agir dans l'urgence et sans grande efficacité.

Enfin, la révolution numérique exacerbe les problèmes existants. Construire un monde plus équitable c'est éliminer les rentes anticoncurrentielles, les prix excessifs qui s'apparentent à un véritable impôt privé et le free-riding. C'est aussi internaliser les externalités, ce que nous appelons la « super-valeur ». C'est aussi réorienter l'aide sociale vers une

plus grande égalité des chances et un bouclier anti-crise, notamment par le biais du revenu universel. Un bilan pluridisciplinaire et multidimensionnel des inégalités.

« Peut-on imaginer une croissance porteuse d'équité et d'égalité des chances, plus que d'inégalité comme elle l'est souvent aujourd'hui ? La réponse de ce livre, documentée et convaincante, est : oui. Les gouvernements en ont les moyens. Encore faut-il qu'ils les utilisent. Un livre important, sur un sujet central. » (Olivier Blanchard)

« Le livre de Yann Coatanlem et Antonio de Lecea montre de façon lumineuse combien, dans le combat contre les inégalités, la recherche de la justice et celle de l'efficacité économique font cause commune, ouvrant ainsi la voie vers l'indispensable rénovation du capitalisme. » (Michel Camdessus)

« Enfin un ouvrage sur les iné-

galités qui couvre l'ensemble du sujet avec méthode et rigueur, dans une vision complète de la condition humaine dans la société ! Le résultat est l'ouvrage de référence qui manquait, et qui devrait être le livre de chevet de tous les candidats à des responsabilités politiques. » (André Lévy-Lang)

« Il ne peut y avoir de progrès sans contrôle des inégalités. Contrairement aux idées reçues, il existe de nombreuses convergences de pensée entre les libéraux et les progressistes dans la défense d'un État démocratique fort pour contrer les effets pervers de l'économie de marché, notamment mondialisée. » (Christian Gollier)

Puisse ce livre guider ceux qui cherchent le Graal économique – conjuguer harmonieusement efficacité et équité – à trouver les bons chemins pour y parvenir ! Ce serait salubre. » (Denis Kessler)

## Monnaie et financement de l'économie, de Marie Delaplace

**C**e manuel présente de façon synthétique et accessible l'essentiel des connaissances relatives à la monnaie et au financement de l'économie : formes, fonctions et motifs de sa détention ; politique monétaire, contrôle de la création monétaire et évolution du financement de l'économie depuis 1945.

Entièrement actualisée, cette nouvelle édition présente les débats récents concernant la politique monétaire, les risques liés au développement des marchés de capitaux, les évolutions de la régulation bancaire et financière depuis la crise des subprimes et les conséquences de la crise sanitaire en termes de financement.

Chaque chapitre est constitué :

- d'un cours structuré, assorti de nombreux encadrés et figures ;
- d'une rubrique L'essentiel pour retenir les points clés du chapitre ;
- de QCM et d'exercices pour évaluer ses connaissances.

## Les producteurs face à l'obsolescence annoncée du pétrole, de Boussena Sadek

**L'**obsolescence du pétrole est annoncée. Alertés par le GIEC, de plus en plus de « consommateurs », d'entreprises et d'États promettent de s'engager résolument dans la voie de la décarbonation de leur consommation d'énergie. La substitution des énergies renouvelables aux énergies fossiles s'accélère. Tout cela est censé entraîner un « pic » suivi d'une baisse de la demande pétrolière. Mais on ne sort pas si facilement du pétrole qui a encore des usages difficilement subs-

tituables. De plus, les milliards d'humains encore éloignés de la satisfaction de leurs besoins énergétiques de base ne vont pas se priver facilement de cette ressource. De leur côté, les producteurs de pétrole ne vont pas renoncer de sitôt à valoriser leurs ressources pétrolières. Ils peuvent même chercher à vendre le plus possible de pétrole pendant qu'il est encore temps...

Dans ces conditions, il est difficile de prévoir à quelle date aura effectivement lieu la décline : 2030 ? 2040 ? 2050 ?

Ce livre fait le point sur la question et expose les différentes stratégies que les compagnies pétrolières et les États producteurs peuvent adopter pour faire face à ce défi climatique alors que la scène pétrolière mondiale connaît déjà d'importants bouleversements : tensions entre les États-Unis d'un côté et la Chine et la Russie de l'autre, instabilité au Moyen Orient et ailleurs dans le monde, qui nous rappellent l'importance des questions géopolitiques pour l'offre pétrolière future.

## Le futur des espèces Comment les crypto-monnaies vont bouleverser la société, de Emilie Raffo

**L**e bitcoin s'envole, Facebook lance sa crypto-monnaie Diem (ex-Libra), les initiatives de monnaie locale se diversifient... La monnaie se transforme et les innovations digitales sont de plus en plus nombreuses. Mais comment s'y retrouver ?

Le futur des espèces a pour ambition de vulgariser les grands concepts de la crypto-économie, de la blockchain à la po-

litique monétaire de Bitcoin, en passant par l'inclusion financière et la gouvernance décentralisée. Ainsi, vous découvrirez le fonctionnement de ces innovations monétaires, leurs risques et opportunités, leurs enjeux sociétaux, mais aussi les idéologies qui les inspirent. Avec des politiques monétaires parfois dignes de la science-fiction, l'objectif de ce livre est de vous permettre de comprendre les

tenants et les aboutissants de la crypto-monnaie, tout en analysant les évolutions rapides de la société. Car aujourd'hui, la construction de meilleurs systèmes monétaires est à notre portée et, avec elle, la construction d'un monde meilleur.

Il vous appartiendra ensuite de vous forger votre propre opinion : Quelle forme doit prendre la monnaie de demain et qui doit la gouverner ?

ECO TIMES

Quotidien Algérien de l'Économie

Édité par SARL SALYA.COM, au capital social de 1.000.000,00 DA

Agrément n° : 63/20

ISSN : 2716-8476

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Lyazid KHABER

Mobile : 0661.23.86.86

E-mail : [d.publication@ecotimesdz.com](mailto:d.publication@ecotimesdz.com)

REDACTION

E-mail : [redaction@ecotimesdz.com](mailto:redaction@ecotimesdz.com)

DIRECTION

E-mail : [administration@ecotimesdz.com](mailto:administration@ecotimesdz.com)

SERVICE COMMERCIAL & PUBLICITE

E-mail : [sce.publicite@ecotimesdz.com](mailto:sce.publicite@ecotimesdz.com)

PUBLICITE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -Alger.

Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 /

020.05.13.77

E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)

[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)

[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)

[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)

[agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz)

[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

IMPRESSION

Société d'impression d'Alger (SIA)

Zone industrielle -Alia Bab Ezzouar - Alger

DISTRIBUTION

Media distribution

Quotidien édité par la SARL  
**SALYA.COM**

Salya.com  
COMMUNICATION ÉDITION & PUBLICITÉ

Maison de la Presse Tahar

Djaout, B n° 16 - 01, Rue Bachir Attar – Place du 1er mai - Alger

RC : 16/00-1043189 B16 / NIF

: 001616104318909 / NIS : 0

016 1621 02067 56 / N° d'article :

16214101662 / RIB : 038 01602

0011419001 24 / Salam Bank

Agence de Bab Ezzouar – Alger

Email : [salyacomdz@gmail.com](mailto:salyacomdz@gmail.com)

/ Site Web : [www.salya-dz.com](http://www.salya-dz.com)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

Direction des Ressources en Eau de la Wilaya de Boumerdes  
Cité administrative C.P 35000  
Boumerdes

Mise en demeure

-Vu le Marché N° 09/322/2024 ayant pour objet : « Lot N°03 :Réalisation de trois (03) forages à travers la commune de Hammadi, Taourga et Benchoud pour une profondeur totale de 250 ml y compris équipements, Génie civil et raccordement hydraulique» Conclu avec l'entreprise ETH NOUI EL HOCINE demeurant à Cité Cherarba Lot 82 N°52 , les Eucallyptus -Alger

- Vu la notification de l'ordre de service de commencement des travaux N° 28/CE/2024 du 12/05/2024.

L'entreprise ETH NOUI EL HOCINE est mise en demeure pour renforcer le chantier en moyens humains et matériels pour achever les travaux dans un délai de huit (08) jours.

Eco Times du 04/07/2024

Anep N° 2416 021 957

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
Wilaya de Ain Defla

Direction des équipements Publics  
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF)  
099944019061117  
SIEGE SOCIAL  
Rue KELOUAZ Moussa - Ain Defla

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la direction des équipements publics dont le siège social est au Rue de KOLOUAZ Moussa - Ain Defla, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres N°52/2024 paru dans les quotidiens nationaux « النهار » et " Eco Times " en date du 11/06/2024 et dans le BOMOP pour la réalisation d'une école primaire type2 au niveau du site des 800 logements en location-vente, commune EL ATTAFA, WILAYA DE AIN DEFLA (cité d'habitat intégrées 2023) qu'après évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement comme suit:

Désignation	Attributaire provisoire	Note obtenue de l'offre technique	Montant de l'offre financière en TTC	Montant de l'offre financière en TTC Après correction	Délai proposé	Critère de choix
<b>PROJET</b> : réalisation d'une école primaire type2 au niveau du site des 800 logements en location-vente, commune EL ATTAFA, WILAYA DE AIN DEFLA (cité d'habitat intégrées 2023) * Tranche ferme : (Blocs Administration , Enseignements et cantine) * Tranche conditionnel N°01 : (Logements de fonction (1 F4, 2 F3) avec ses VRD)	<b>BOUAMAMA AHMED</b> N° d'identification fiscale 164441000770110	46.00 points > 50.00 points	Montant total 175,234,347.16 DA = Montant (tranche ferme) 156,695,803.74 DA + Montant (tranche conditionnelle 01) 18,538,543.42 DA	Montant total 174,891,075.16 DA = Montant (tranche ferme) 156,356,891.74 DA + Montant (tranche conditionnelle 01) 18,534,183.42 DA	06 Mois	Offre moins disante pré qualifié techniquement

Les autres soumissionnaires sont invités, s'ils le souhaitent, à se rapprocher du service des marchés publics dans un délai de trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

La commission des marchés de la wilaya de Ain Defla est compétente pour l'examen de tout recours des soumissionnaires qui doit être introduit dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux.

Eco Times du 04/07/2024

Anep N° 2416 021 899

ECO TIMES  
Quotidien Algérien de l'Economie



www.ecotimes.dz



**Salya.com**  
COMMUNICATION EDITION & PUBLICITÉ



[WWW.SALYA-DZ.COM](http://WWW.SALYA-DZ.COM)

AVEC NOUS  
VOUS ÊTES  
LES  
MEILLEURS

*Notre art  
Votre chef-d'œuvre*

**NOTRE MÉTIER : FAIRE DE  
VOTRE PARTICIPATION AUX  
FOIRES & EXPOSITIONS, UNE  
GRANDE RÉUSSITE**

Nous nous occupons de :

- La Fabrication de stand pour foires et expositions ;
- L'Aménagement de stands sur mesure, location de mobilier, montage et installation ;
- La Réalisation de vos différents supports de communication (print, virtuels, audio-visuel) ;
- Relations presse et publicité ;

POUR NOUS CONTACTER ET DEMANDER UN DEVIS  
APPELEZ SIMPLEMENT LE 0661.23.86.86

EMAIL: [SALYACODZ@GMAIL.COM](mailto:SALYACODZ@GMAIL.COM)